

Document hors série No. 18



Transferts monétaires et aide alimentaire – un premier inventaire

Ugo Gentilini



**Programme
Alimentaire
Mondial**

Transferts monétaires et aide alimentaire – un premier inventaire

Ugo Gentilini*

2007



* L'auteur travaille au Service de la protection sociale et des moyens de subsistance (PDPS) du PAM, qui relève de la Division des politiques, des stratégies, et de l'appui aux programmes, à Rome.



Table des matières

1. Introduction	4
2. Les aspects économiques des transferts monétaires/alimentaires	5
2.1 Les fondements théoriques	5
2.2 Les preuves empiriques	6
3. Les principaux facteurs du choix du transfert monétaire/alimentaire	8
3.1 Définition des objectifs des programmes	8
3.2 Évaluation des marchés	9
3.3 Rentabilité et efficience	12
3.4 Capacité administrative	13
3.5 Préférences des bénéficiaires	16
4. Les nouvelles stratégies de protection sociale	17
5. Conclusions et voie à suivre	18
Bibliographie	20
Ressources diverses sur les transferts monétaires	27
Annexe	29
Notes	30

1. INTRODUCTION

L'intérêt porté aux transferts monétaires en tant que moyen d'atteindre la sécurité alimentaire s'est nettement accru (comme le montre un simple coup d'œil aux références présentées en fin de document). Pour la seule année 2006, la question a suscité une cinquantaine d'études nouvelles et trois grandes manifestations: la *Conférence sur les transferts monétaires et les secours d'urgence* de l'Institut britannique de développement outre-mer, la *Troisième conférence internationale sur les transferts monétaires conditionnels* de la Banque mondiale et l'*Atelier régional sur les activités de transfert monétaire en Afrique australe*, organisé conjointement par le Réseau régional de l'Afrique australe pour la lutte contre la pauvreté, le Programme régional de lutte contre la faim et la vulnérabilité (RHVP) et Oxfam-Grande-Bretagne.

Les transferts monétaires ont certes un rôle important à jouer pour lutter contre l'insécurité alimentaire mais on se demande à l'heure actuelle s'ils sont plus adaptés dans certains contextes que, par exemple, les transferts alimentaires. Certaines questions restent sans réponse, notamment quand il s'agit de décider si les transferts monétaires et ceux de produits alimentaires sont des solutions complémentaires ou concurrentes, s'ils diffèrent d'un point de vue qualitatif et dans quelles situations chacune de ces options est la plus efficace.

Le débat sur la question remonte aux années 70¹. Depuis lors, divers facteurs sont venus compliquer la discussion et attiser la polémique. D'après Devereux (2006, p.11), "le débat sur l'alternative 'argent ou produits alimentaires' s'est inutilement polarisé, prenant même un tour acrimonieux. Il est également parasité par de nombreuses idées fausses, de nature à égarer les esprits". Certains de ces facteurs sont notamment les négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les disciplines liées aux politiques agricoles et sur leurs exemptions, l'interdépendance croissante des marchés, les études sur les coûts du transport transocéanique de l'aide alimentaire, la plus grande souplesse des budgets des

donateurs ainsi que la multiplication et la diffusion plus large des études sur le sujet.

Le débat sur les transferts monétaires est également lié à la conception des stratégies de protection sociale sur le long terme. De plus en plus fréquemment, les ressources monétaires deviennent l'axe central des politiques sociales de certains donateurs, comme le montrent les exemples de l'Éthiopie, du Kenya, de la Zambie et du Malawi (DFID, 2005; Harvey, 2005).

Le présent document a pour objectif de démêler les divers aspects du débat "argent ou produits alimentaires" afin de discerner les points de controverse et de montrer qu'il est nécessaire d'adopter une approche plus pragmatique, plus équilibrée et adaptée à chaque contexte. Le message qu'il entend faire passer, notamment, est qu'il n'est pas possible de déterminer à l'avance quelle méthode sera la plus appropriée dans la mesure où les objectifs des programmes, les aspects économiques de la consommation alimentaire, l'analyse des marchés, la maîtrise des coûts et l'efficacité économique, les besoins de capacités et les préférences des bénéficiaires sont autant de facteurs qui ont un rôle à jouer pour décider quelle option ou panoplie d'options sera la plus adaptée.

Le document est articulé de façon à aborder toutes ces questions. La section 2 présente les aspects économiques des transferts monétaires et des transferts alimentaires. La section 3 dégage les principaux facteurs permettant de déterminer le type de transfert optimal. La section 4 expose les cas récents dans lesquels des transferts monétaires ont été associés à une aide alimentaire dans le cadre de systèmes de protection sociale institutionnalisés. Les conclusions et les défis qui devront être relevés dans l'avenir sont présentés à la section 5. On trouvera à la fin du document, en complément de cette étude, un ensemble de références, y compris une sélection bibliographique, des sites Web et d'autres sources d'information.

2. LES ASPECTS ÉCONOMIQUES DES TRANSFERTS MONÉTAIRES/ALIMENTAIRES

Cette section présente le cadre théorique relatif au choix du type de transfert et le met à l'épreuve des études empiriques réalisées au fil des ans.

2.1 Les fondements théoriques

Deux courants principaux de l'analyse économique ont contribué aux travaux sur les répercussions des transferts monétaires et de l'aide en nature sur la consommation alimentaire. Le premier courant s'appuie sur les travaux d'Engel qui, à partir de la constatation de la régularité des dépenses des ménages, a énoncé une "loi" simple mais fondamentale sur la consommation alimentaire: plus la famille est pauvre, plus la part de ses dépenses totales consacrée à la nourriture est importante.

Le deuxième courant repose sur la théorie néoclassique de la consommation. Les ménages sont considérés comme des unités économiques guidées par des préférences, soumises à la contrainte des ressources disponibles et qui opèrent en permanence des choix entre diverses possibilités afin de maximiser leur utilité totale. Le travail de Southworth (1945), en particulier, a eu une telle influence dans ce domaine que Senauer et Young (1986) le considèrent "universellement accepté comme fondement conceptuel pour expliquer la relation existant entre les tickets d'alimentation et les dépenses alimentaires".

D'après les modèles microéconomiques néoclassiques, une personne utilisera la même quantité de ressources additionnelles pour se nourrir, que ces ressources proviennent de transferts monétaires ou d'une aide en nature, sauf dans le cas, communément admis comme une exception, où la quantité du transfert en espèces ou en nature est *supérieure* à ce que le ménage bénéficiaire aurait consommé en son absence

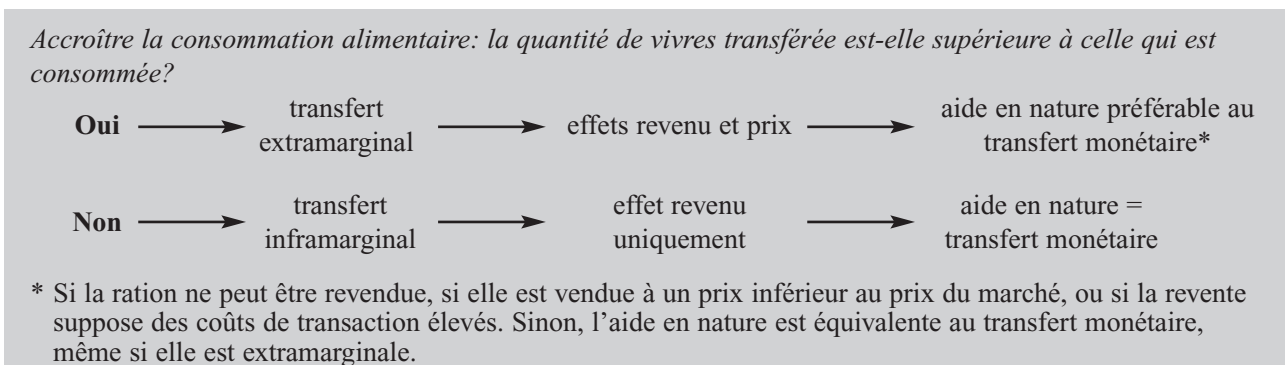
(Alderman, 2002; Ahmed, 1993). Un tel transfert est dit *extramarginal*; inversement, un transfert en espèces ou en nature d'une quantité *inférieure* à celle des dépenses alimentaires normales est dit *inframarginal*.

Dans les cas où les transferts sont *inframarginaux*, ils déclenchent un "effet revenu", c'est-à-dire qu'ils augmentent le budget des ménages. D'un point de vue économique, les transferts en nature et les transferts en espèces sont alors équivalents pour les consommateurs (Castaneda, 2000). Lorsque les transferts en nature sont *extramarginaux*, en revanche, ils déclenchent non seulement un effet revenu mais également un "effet prix", qui les rend différents d'un point de vue qualitatif (voir la figure 1). De tels transferts entraînent une consommation alimentaire plus importante qu'elle ne l'aurait été autrement, et ont le même effet qu'une réduction du prix du produit concerné.

Toutefois, "l'effet prix" ne se produira que si la *revente* des rations est effectivement interdite, se fait à un prix inférieur au prix du marché ou suppose des coûts de transaction élevés (Sharma, 2006; Ahmed et Shams, 1994). Les transferts monétaires et les transferts alimentaires accroissent tous deux les ressources des ménages mais un transfert alimentaire est *extramarginal* s'il est supérieur à la consommation normale du produit concerné par le ménage: celui-ci consommerait moins de ce produit si le transfert était effectué sous forme monétaire.

Les paiements en nature sont souvent utilisés comme moyen de modifier ou d'influencer le comportement des bénéficiaires, le degré d'influence exercée dépendant de la question de savoir si l'aide fournie est *extramarginale* ou non. Pour une bonne part, le débat sur l'alternative transferts monétaires/transferts alimentaires est axé sur ce principe, qui consiste à savoir si l'action publique doit "guider" les ménages

Figure 1. Aspects microéconomiques des transferts monétaires et alimentaires



vers un objectif souhaitable ou les laisser décider eux-mêmes comment utiliser le transfert de revenu. D'après Thurow (1974, p. 193), "l'amour des économistes pour les transferts monétaires s'appuie sur la doctrine de la souveraineté absolue du consommateur. Chacun est le meilleur juge de ce qu'il convient de faire pour maximiser sa propre utilité". Les économistes néoclassiques sont d'avis que les transferts en nature diminuent l'utilité des bénéficiaires en raison de leur manque de fongibilité, qui leur donne une moindre liberté de choix (voir l'annexe).

Mais le choix dépend aussi de la disponibilité et de l'accessibilité de l'information. Amartya Sen semblerait dire que la liberté n'est réelle que lorsque l'on est conscient et dûment informé des choix disponibles. Par exemple, en examinant le rôle des programmes d'éducation nutritionnelle au Malawi, la Banque mondiale a relevé que "bien qu'offrant un moyen très efficace et très économique pour améliorer la santé infantile, [ces programmes] sont rarement demandés par les intéressés qui n'ont probablement pas conscience que leurs jeunes enfants souffrent de carence en micronutriments et d'anémie" (Banque mondiale, 2006). De même, Migotto *et al.* (2006) ont montré comment les ménages peuvent ne pas avoir conscience de l'insuffisance de leur consommation calorique au regard des normes internationales servant à mesurer la malnutrition.

On estime également que les sociétés dans leur ensemble peuvent accorder de la valeur à un niveau minimal de consommation de certains biens (Alderman, 2002). Globalement, la population peut se faire une idée différente de ce qu'est l'inégalité en matière de consommation alimentaire, par exemple, et dans toutes les autres situations (Deaton, 1992). Les biens de ce type sont parfois appelés "biens tutélaires" et les calculs économiques leur accordent un poids supplémentaire (Tobin, 1970). De toute évidence, cela est lié à l'argument de "l'externalité", sur lequel nous reviendrons un peu plus loin, dans la mesure où il est supposé qu'à un certain niveau, on peut tirer satisfaction du fait que d'autres personnes consomment certains biens (de Janvry et Sadoulet, 2004). De ce point de vue, le dilemme n'est pas de *savoir* si les transferts en nature influent sur le comportement des ménages mais si l'influence est *intentionnelle*².

La question centrale est de savoir si les transferts d'argent et les transferts de vivres sont simplement deux variantes d'une même solution ou s'il existe des facteurs distinctifs qui leur donnent une certaine spécificité. Le choix du type de transfert tourne autour de deux questions fondamentales. L'une est une question de principe, celle de savoir si la "distorsion"

escomptée est un résultat positif ou négatif. Sur ce point, tout dépend dans une large mesure des objectifs du programme, au regard desquels l'efficacité et l'efficience seront en fin de compte évaluées (Watkins, 2003; Rogers et Coates, 2002). La deuxième question renvoie à toute une série de conditions techniques (marchés, mécanismes de livraison, etc.) qu'il convient d'évaluer avec soin pour décider quel type de transfert ou quelle panoplie de transferts sera le plus adapté dans un contexte donné. [Ces conditions techniques sont étudiées de plus près dans la section 3.]

2.2 Les données empiriques

Selon un certain nombre d'études sur la *propension marginale à consommer de la nourriture* (PMCn) résultant des transferts de denrées et des transferts monétaires, les pauvres ont une PMCn plus importante à la suite de transferts en nature que de transferts monétaires équivalents. La PMCn quantifie la part supplémentaire du revenu consacrée à la nourriture. Il s'agit d'une forme spéciale d'élasticité qui met l'accent sur les effets de la consommation d'un bien donné (*nourriture*) déclenchés par la modification du revenu du ménage ayant lieu "à la marge" (c'est-à-dire à la suite de la fourniture d'une unité supplémentaire de revenu).

" Il est facile d'exagérer la différence d'interchangeabilité entre argent et denrées. La littérature empirique nous montre qu'une différence existe bien, mais POURQUOI ces différences perdurent, telle est la controverse."

Christopher B. Barrett
(communication personnelle, 2006)

Ces études portent essentiellement sur des pays en développement et suggèrent que les pauvres consomment généralement plus de nourriture si on leur fournit des vivres plutôt que de l'argent (Ahmed, 2005; Del Ninno et Dorosh, 2002; Pinstруп-Andersen, 1988). Cela étant, la plupart des données microéconomiques recueillies sur la question ont trait aux programmes nationaux d'aide alimentaire des États-Unis, en particulier les tickets d'alimentation. Si des enseignements importants peuvent être tirés de cette masse de travaux, il ne faut pas moins se montrer prudent quant à l'interprétation de leurs résultats, étant donné le cadre administratif très développé dans lequel ces programmes ont été mis en œuvre, leurs modalités d'exécution et la nature des transferts considérés.

L'analyse du programme de tickets d'alimentation aux États-Unis montre que ces tickets sont souvent plus

Encadré 1.**Le programme de tickets d'alimentation aux États-Unis**

Fraker (1990) a montré qu'un dollar de plus donné sous forme de tickets d'alimentation faisait passer la consommation alimentaire de 17 à 47 pour cent, contre 5 à 13 pour cent s'il était donné en espèces. L'effet sur la disponibilité des nutriments était également de deux à sept fois plus marqué pour les tickets d'alimentation que pour l'argent. De même, Fraker, Martini et Ohls (1995) ont montré que le passage des tickets d'alimentation aux transferts monétaires entraînait une réduction des dépenses alimentaires de l'ordre de 18 à 28 pour cent.

efficaces que leurs équivalents monétaires pour atteindre des objectifs en matière de consommation alimentaire (voir l'encadré 1)³. Les économistes appellent ce phénomène "l'énigme des liquidités". De façon générale, l'ampleur de cette énigme semble considérable en ce qui concerne les programmes de tickets d'alimentation aux États-Unis et, comme le dit Barrett (2002, p. 54), "la quasi-totalité des études constatent que les tickets d'alimentation augmentent l'apport en aliments des ménages de 2 à 10 fois plus qu'une augmentation similaire du revenu monétaire"⁴.

Les raisons expliquant cette "énigme des liquidités" et d'autres "anomalies" de la théorie économique néoclassique ne sont pas toutes très claires (Thaler, 1990). Fraker (1990) suggère que les décisions des ménages concernant leurs ressources s'étalent dans le temps, et ne sont pas nécessairement prises au cours d'une période fixe (comme le supposent les théories néoclassiques)⁵. Les coûts de transaction afférents à la conversion des vivres en espèces pourraient être un autre facteur en cause (Rogers et Coates, 2002).

Il est également important de rappeler que, dans le cas de l'aide alimentaire, les bénéficiaires reçoivent parfois un assortiment de denrées et qu'ils ont peut-être une PMCn différente pour chaque produit. Par conséquent, si l'aide alimentaire est vendue par les bénéficiaires, il ne faut pas en conclure nécessairement que la nourriture leur était inutile (comme si les ménages avaient une PMCn faible), mais plutôt qu'un seul produit peut être vendu ou échangé pour satisfaire d'autres besoins non alimentaires ou pour équilibrer, diversifier et compléter le régime alimentaire avec d'autres aliments (Pingali et Khwaja, 2004; Webb et

Rogers, 2003). Dans divers camps de réfugiés, par exemple, la vente de l'aide alimentaire est vue comme "un signe de détresse et non d'excès" (Reed et Habicht, 1998).

Les données empiriques indiquent aussi que la répartition des ressources au sein du ménage revêt une grande importance. Si la théorie dominante suppose que les ménages se comportent comme des agents uniques et expriment un ensemble singulier de préférences, il est désormais prouvé que les décisions des ménages résultent souvent d'une interaction entre leurs membres, lesquels ont chacun des préférences et des moyens différents, en particulier en ce qui concerne la gestion de l'alimentation (Edirisinghe, 1998). Le sexe et la maîtrise de la répartition des ressources à l'intérieur du ménage sont des facteurs importants qui influent sur les niveaux de consommation alimentaire globale du ménage (Haddad, Alderman et Hoddinott, 1997).

Compte tenu des multiples dimensions de la malnutrition et de la relation non linéaire existant entre consommation alimentaire et nutrition, il est difficile d'attribuer un objectif nutritionnel à chaque instrument que sont l'aide en nature et le transfert monétaire. De plus, tout dépend de la façon dont la nutrition est mesurée et du caractère conditionnel ou non du transfert. Par exemple, il a récemment été démontré que les personnes ont tendance à utiliser l'argent pour diversifier leur régime alimentaire et en accroître la qualité (par exemple pour acheter plus de viande et d'œufs et moins de céréales), c'est-à-dire pour "manger moins mais mieux", et, parfois aussi, que le transfert monétaire entraînait un meilleur apport calorique à l'échelle du ménage que l'aide alimentaire en nature (Sharma, 2006).

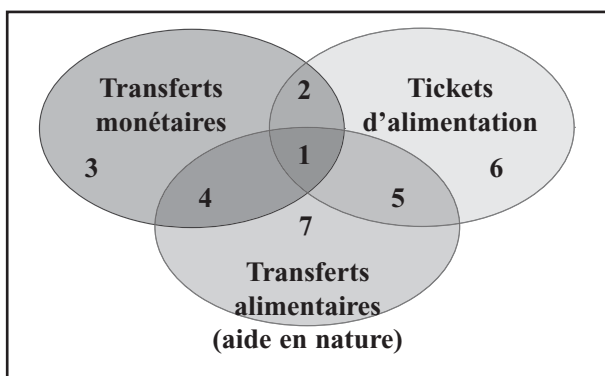
Mais si nous excluons l'Amérique latine et l'Afrique du Sud, les effets de l'aide alimentaire sur la santé et la nutrition (par exemple sur le neuropathisme et sur les carences en vitamines et en minéraux) semblent plus importants, et mieux étudiés, que ceux des transferts monétaires. On a ainsi constaté un écart de croissance positif de près de 2 cm chez les enfants des communautés rurales qui reçoivent une aide alimentaire, par rapport à celles qui n'en reçoivent pas, en Éthiopie (Yamano, Alderman et Christiaensen, 2005). D'autres études font état de résultats similaires (Sharma, 2005; Dercon et Krishnan 2004; Getahun et al. 2003; Quisumbing, 2003). Par ailleurs, si l'on commence à disposer de données sur l'effet nutritionnel à court terme des transferts monétaires, leurs effets à plus long terme sur la santé et la nutrition sont encore relativement méconnus, en particulier en Afrique.

3. LES PRINCIPAUX FACTEURS DU CHOIX DU TRANSFERT MONÉTAIRE/ALIMENTAIRE

Après avoir exposé les aspects économiques, sous l'angle de la théorie et des études empiriques, des transferts monétaires et alimentaires, nous verrons maintenant, à l'aide d'exemples récents, que le choix de l'une ou l'autre solution devrait en fait reposer sur une évaluation approfondie des circonstances locales, tant dans les contextes de développement que dans les situations d'urgence (voir le tableau 1).

Les transferts d'aide alimentaire, les transferts monétaires et les tickets/bons d'alimentation ont des caractéristiques à la fois singulières et communes, comme le montre la figure 2. La zone 1 représente un élément commun important des trois types de transferts: le choix du transfert devrait être le résultat final d'une démarche rigoureuse qui passe par une définition précise des objectifs du programme, une analyse approfondie des conditions du marché et une évaluation rationnelle des capacités locales. La zone 2 montre que les transferts monétaires et les tickets d'alimentation nécessitent la participation (plus ou moins directe) du secteur privé au programme⁶, ce qui n'est pas forcément nécessaire pour les transferts en nature. Les transferts monétaires ont la particularité de donner une liberté de choix quant aux produits à acheter (zone 3).

Figure 2. Cartographie des interactions



Si les transferts d'aide alimentaire sont *inframarginaux*, ils sont alors équivalents aux transferts monétaires d'un point de vue microéconomique (zone 4); les tickets d'alimentation et les transferts en nature sont deux options liées à la fourniture de denrées (zone 5); pour ce qui est des tickets d'alimentation, des détaillants sont nécessaires pour entreprendre certaines tâches administratives supplémentaires, mais néanmoins rémunérées (zone 6); les transferts en nature fournissent directement de la nourriture aux bénéficiaires sans passer par des moyens intermédiaires, tels que des billets de banque (zone 7).

La section ci-après examine un certain nombre de facteurs qui doivent être pris en compte pour sélectionner l'option ou les options appropriées, à savoir les objectifs du programme, les conditions du marché, l'efficacité et l'efficience du transfert, le niveau des moyens administratifs, la solidité des mécanismes de livraison et les préférences des bénéficiaires.

3.1 Définition des objectifs des programmes

Il est important que les objectifs des programmes soient définis dès le départ pour mieux évaluer l'efficacité et l'efficience. Par définition, l'efficacité d'un programme se mesure en effet par rapport aux *objectifs* visés. On n'évaluera par exemple l'impact comparatif des transferts en nature et des transferts monétaires sur la consommation alimentaire et la nutrition que si l'on entend atteindre des objectifs dans ces deux domaines. Si l'objectif d'un transfert monétaire est simplement d'accroître le pouvoir d'achat, ce transfert peut alors atteindre ou non des objectifs "souhaitables" (par exemple, que l'argent soit dépensé pour des biens essentiels ou pour des investissements) mais il sera effectivement efficace *dans tous les cas*.

Les transferts alimentaires peuvent avoir des objectifs divers. De Waal propose une conception extrême (1991, p. 79) lorsqu'il avance que "les distributions de vivres ne devraient pas être considérées comme ayant pour objectif de nourrir des populations mais de les aider à préserver leurs moyens d'existence. Les secours alimentaires en faveur des agriculteurs sont avant tout une intervention économique et non nutritionnelle". À partir de là, les transferts monétaires et les transferts alimentaires peuvent être tout aussi efficaces les uns que les autres, alors que d'autres auteurs, en particulier dans les études sur la nutrition, font valoir l'intérêt particulier que revêt "l'aide alimentaire pour la nutrition" (PAM, 2004; Webb, 2003a).

La notion d'efficience nécessite que les coûts soient interprétés par rapport aux objectifs. Un programme efficace n'est pas simplement un programme qui coûte moins cher. Par exemple, dans le cadre d'un programme de santé maternelle et infantile au Honduras, il fallait déboursier 1,03 *lempira* pour fournir 1 *lempira* de revenu sous la forme d'un bon

équivalant à de l'argent, alors qu'il fallait 5,69 *lempiras* pour parvenir au même transfert de revenu sous forme d'aide alimentaire. Toutefois, le transfert monétaire n'avait aucun effet sur la consommation calorique des enfants ni sur l'utilisation des centres de santé, alors que le transfert alimentaire avait un effet positif sur l'une et l'autre (Rogers et Coates, 2002).

3.2 Évaluation des marchés

Les marchés sont le premier *moyen* par lequel des milliards d'êtres humains tentent d'assurer leur sécurité alimentaire. Il est donc essentiel que les programmes de transferts monétaires et alimentaires soient conçus avec soin pour ne pas entraîner de distorsion des signaux et incitations relatifs aux prix. Mais les marchés ne sont "aucunement destinés à fournir à toute la population l'incitation nécessaire pour obtenir ce dont elle a besoin" (Devereux, 1988, p. 272). Par exemple, au Bangladesh, le secteur privé a joué un rôle fondamental dans l'importation de produits alimentaires après les inondations de 1998, mais l'accessibilité n'en a été rendue possible pour les plus pauvres que par une action publique efficace (Dorosh, Del Ninno et Shahabuddin, 2004). Les marchés sont donc un instrument important pour lutter contre l'insécurité alimentaire mais ils ne sont pas censés le faire: le fait que la faim existe ne signifie pas que les marchés sont inefficaces (McMillan, 2002; Ravallion, 1996).

Dans les cas où l'on opte pour le transfert monétaire, l'offre (des produits qui doivent être achetés) est laissée au secteur privé (négociants), et la demande est activée et soutenue par une aide directe en espèces, tandis que dans le cas des transferts alimentaires, ce sont les bénéficiaires qui contrôlent directement la nourriture. De plus, s'il se produit des chocs importants sur certaines covariables, les produits en vente (par exemple les abris, les intrants ou les vivres eux-mêmes) peuvent ne plus être disponibles localement, et il faut alors les faire venir d'autres sites moins touchés.

Comme le montre la figure 3, les choix et décisions des négociants (ou les incitations à se lancer dans un arbitrage spatial risqué) en ce qui concerne le déplacement des produits alimentaires et autres reposent sur une estimation rationnelle des coûts de transaction, qui tient notamment compte des difficultés logistiques et de la perception des risques (Harvey, 2005). Comme l'ont signalé Omamo et Farrington (2004, p. 1), en Afrique en particulier "les imperfections du marché sont la règle et non l'exception".

D'autre part, certains négociants peuvent ne pas avoir les moyens suffisants pour faire face à l'augmentation de la demande (qui résulte des transferts monétaires)⁷; du fait de la segmentation des marchés, les signaux envoyés en ce qui concerne les prix peuvent être "erronés"⁸; ou bien, les réglementations restreignant les mouvements de produits alimentaires peuvent entraver le bon fonctionnement de l'offre. Ce n'est pas forcément la même chose de répondre à l'augmentation d'une demande préexistante et à une demande entièrement nouvelle (Peppiat, Mitchell et Holzmann, 2001)⁹. De façon plus générale, le système d'incitations auquel répondent les négociants pourrait ne pas coïncider entièrement avec les objectifs humanitaires.

Figure 3. Facteurs de déclenchement des décisions des négociants

Difficultés logistiques

- coûts de transport
- coûts de réorientation des filières de distribution
- inaccessibilité des villages touchés par la famine
- faibles excédents disponibles à acheter pour la revente

Faible rétribution

- taille limitée des marchés dans les zones touchées par la famine
- durée limitée de ces marchés
- coût d'opportunité de la perte de clients réguliers dans d'autres zones
- manque de liquidité des actifs offerts par les paysans en échange des denrées

Risque et incertitude

- risque que d'autres négociants cassent les prix
- incertitude due au manque d'information sur les marchés des zones où sévit la famine

Les négociants cherchent à maximiser leurs bénéfices. Dans certains cas, il peut être plus lucratif pour eux de retarder les livraisons de produits alimentaires dans certaines localités, comme les y inciterait une stratégie normale consistant à tirer parti des fluctuations saisonnières des prix. Lors d'une crise, il peut donc être risqué d'un point de vue humanitaire de s'en remettre aux marchés. Au milieu des années 80, les travaux sur le sujet avaient relevé que les comportements concurrentiels ou non concurrentiels des négociants (dans les cas où ceux-ci étaient en mesure de manipuler les prix des produits alimentaires)

étaient l'un des éléments essentiels qui faisait pencher la balance en faveur d'une option ou d'une autre (Coate, 1989; Devereux, 1988; Sen, 1985). En Éthiopie, un rapport de mission des Nations Unies avertissait que "les négociants livraient [la nourriture] trop tard, voire, dans la majorité des cas, ne la livraient pas du tout, faisant passer leurs intérêts financiers avant l'intérêt de la population dans le besoin" (Rami, 2002, p. 4).

Outre la question de savoir si les marchés fonctionnent en général, il faut aussi se demander s'ils fonctionnent pour les pauvres en particulier. D'après Donovan *et al.* (2005, p. 7), "les marchés ne servent que ceux dont la demande est effective, c'est-à-dire étayée par un pouvoir d'achat. [Cela exclut] les indigents, ceux qui ont de réels besoins mais qui ne disposent pas du pouvoir d'achat nécessaire pour que les marchés en tiennent compte". Il existe diverses façons de rendre les marchés plus inclusifs et de s'assurer qu'ils fonctionnent mieux pour les pauvres (voir Shepherd, 2004) mais cela n'entre pas dans le cadre de la présente étude. Un examen détaillé des distorsions possibles des marchés mériterait également d'être traité séparément, mais nous nous limitons ici à quelques considérations générales sur le sujet.

Ces dernières années, les programmes d'aide alimentaire ont fait l'objet de nombreux travaux empiriques. Dans bien des études "classiques" réalisées dans les années 70 et 80 (par exemple par Jackson et Eade, Jean-Baptiste, Lappé et Collins), l'accent était essentiellement mis sur le niveau macroéconomique, le plus souvent sans établir de distinction entre aide alimentaire ciblée ou non, bilatérale ou multilatérale, et de plus "en ne s'appuyant que sur des anecdotes non vérifiées et non sur des recherches ethnographiques ou économétriques détaillées" (Barrett, 2006, p. 3).

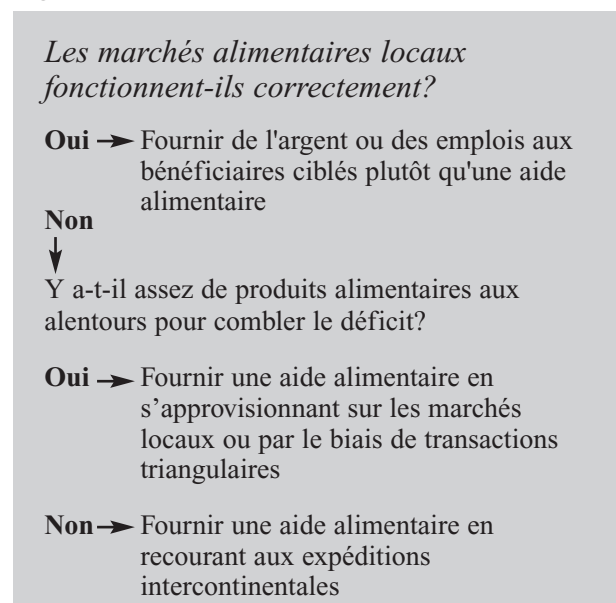
Que l'on opte pour les transferts alimentaires ou les transferts monétaires, les distorsions possibles des marchés résultent plutôt d'une mauvaise conception des programmes que de la solution elle-même. Il peut arriver que le surcroît de pouvoir d'achat des bénéficiaires qui n'auraient pas sans cela acheté de vivres sur les marchés entraîne une augmentation des prix des produits alimentaires dont pâtissent les consommateurs qui ne reçoivent pas d'assistance financière. Toutefois, une telle situation ne survient que dans les cas où l'offre alimentaire est inélastique, par exemple en raison du peu de ressources disponibles ou d'obstacles commerciaux.

Les distributions de vivres *peuvent* entraîner une distorsion du marché si la population qui aurait normalement disposé du pouvoir d'achat nécessaire

pour les acheter sur le marché les reçoit directement, ce qui fait baisser la demande (Barrett, 2002). Là encore, ce n'est que dans le cas où l'offre est inélastique qu'on enregistrera une chute des prix des produits alimentaires pouvant porter préjudice aux négociants. Le point de vue de la théorie classique selon lequel l'aide alimentaire ferait nécessairement baisser les prix des produits alimentaires et les transferts monétaires entraîneraient localement de l'inflation ne trouve pas d'appui solide dans les résultats des recherches récentes (Harvey, 2005).

Tant pour les transferts monétaires que pour les transferts en nature, il est important d'étudier l'effet *net* sur le bien-être des changements de prix des produits alimentaires, qui peuvent se répercuter à la fois sur les producteurs et sur les acheteurs. De nombreux vendeurs nets de produits alimentaires sont pauvres eux-mêmes, et souffriront d'une baisse des prix relatifs des produits alimentaires¹⁰. De façon plus générale, les examens récents des distorsions possibles des prix du marché, de la production alimentaire et de l'offre de main-d'oeuvre qu'entraînerait l'aide alimentaire, ont montré que, si des statistiques descriptives simples et des régressions naïves semblent cadrer avec l'hypothèse des effets dissuasifs, ces effets n'en ont pas moins tendance à disparaître quand on tient compte des caractéristiques des ménages telles que l'âge, le sexe et le niveau d'instruction du chef de famille, la taille de la parcelle familiale et la localisation (Barrett, 2006; Abdulai, Barrett et Hoddinott, 2005). On ne saurait toutefois en conclure que ces effets négatifs possibles n'existent pas, mais il faut admettre que les préoccupations qu'ils suscitent reposent souvent sur des éléments anecdotiques et non systématiques (Levinsohn et McMillan, 2005; Hoddinott, Cohen et Soledad Bos, 2004)¹¹.

Figure 4. Arbre décisionnel de Barret-Maxwell



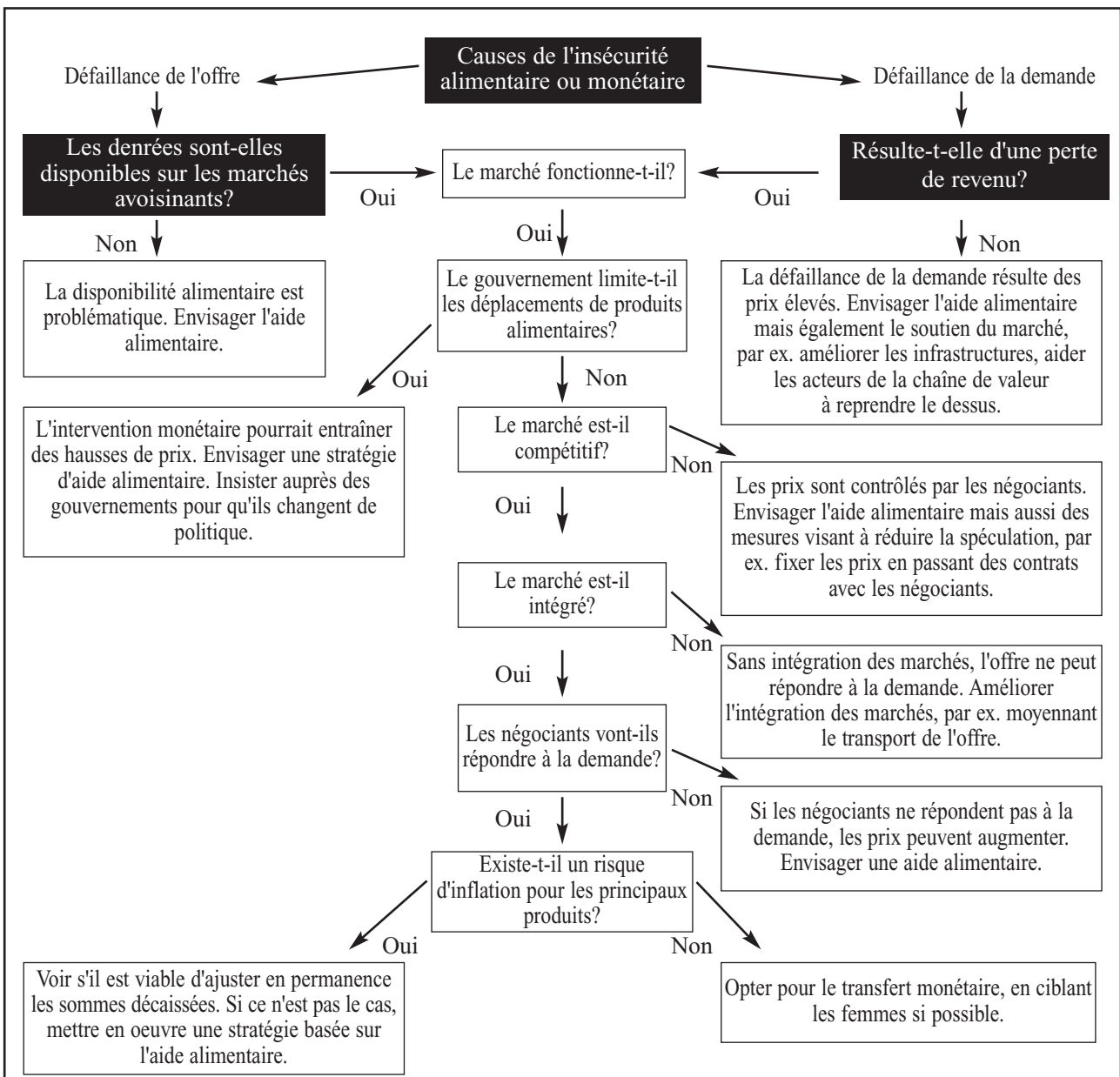
Les organismes opérationnels semblent d'accord pour dire que le choix du transfert alimentaire et/ou monétaire devrait tenir compte du fait que les marchés alimentaires fonctionnent ou non, et qu'il faut suivre de très près et évaluer les marchés (PAM, 2005). Barrett et Maxwell (2005, p. 202) ont illustré ce point par un "arbre décisionnel" (voir la figure 4). L'argent donne aux populations la possibilité de choisir mais leur transfère également le risque du manque d'offre. Ce risque est minime là où les marchés fonctionnent raisonnablement bien. L'aide en nature peut donc être plus adaptée lorsque ce risque est élevé, à savoir lorsque les marchés fonctionnent mal ou sont temporairement perturbés, comme il en va juste après une situation d'urgence.

Creti et Jaspars (2006) ont élaboré une série de questions à l'intention des décideurs pour leur

permettre de déterminer quand il convient d'utiliser le transfert monétaire ou l'aide alimentaire. Leur étude laisse à penser que, selon les conditions du marché, la situation propice à la mise en œuvre de transferts monétaires ne survient que lorsque la réponse est "non" à cinq des questions de cette série (qui prennent toutes pour hypothèse que l'aide alimentaire est la solution la plus adaptée). Les questions portent sur l'accessibilité des marchés, les restrictions imposées par l'État aux mouvements des produits alimentaires, la compétitivité des marchés et leur intégration, le comportement des négociants et les effets possibles de l'inflation (voir la figure 5).

Il est important de bien comprendre que l'aide alimentaire peut être un outil adapté même dans les cas où les marchés fonctionnent raisonnablement bien (par exemple, enrichissement des aliments pour améliorer

Figure 5. Arbre décisionnel d'Oxfam



la nutrition dans les régions périurbaines de l'Amérique centrale), ou que les transferts monétaires peuvent également donner de bons résultats lorsque les marchés sont faibles. Dans la pratique, les marchés parfaits n'existent pas, en particulier dans le monde en développement. Une méthode sensée pour évaluer la faisabilité du transfert monétaire et du transfert alimentaire pourrait être d'évaluer le "degré d'imperfection" des marchés, au lieu de se fonder sur des réponses positives ou négatives au regard de critères hypothétiques. Qu'ils utilisent le transfert monétaire, l'aide en nature ou associent les deux, les programmes devraient être assez souples pour s'adapter à l'évolution des conditions du marché (Alderman et Haque, 2006).

3.3 Efficacité-coût et efficience

Diverses études tentent de comparer les coûts des transferts monétaires et des transferts alimentaires, mais elles oublient fréquemment de reconnaître les sérieuses limites de telles comparaisons. L'aide en nature est souvent à même d'atteindre des lieux et des populations que ne peuvent atteindre les transferts monétaires. Dans les zones les plus reculées, il n'y a pas toujours de services bancaires et les risques en matière de sécurité peuvent être trop importants pour que l'on puisse transporter et distribuer de l'argent. Les comparaisons ne sont possibles que dans les cas où certaines conditions sont réunies, par exemple si les marchés les permettent ou s'il existe un minimum de moyens administratifs et institutionnels. La livraison des produits alimentaires n'est pas nécessairement plus simple, mais elle est différente. La logistique de l'aide alimentaire est de plus en plus complexe et liée à la technologie (par exemple, le suivi par satellite), ce qui est un argument de plus en faveur de la création de systèmes monétaires sur les structures établies pour l'aide alimentaire, là où cela est possible et approprié.

La quasi-totalité des études comparatives montrent que, lorsque les conditions sont réunies pour pouvoir fournir de l'argent, le transfert monétaire est moins coûteux que la distribution de produits alimentaires, compte tenu de la logistique et de la nature physique de cette dernière (Farrington, Harvey et Slater, 2005; Levine et Chastre, 2004). S'agissant des achats, on estime que l'aide alimentaire acheminée par voie maritime coûte environ 40 pour cent de plus que les produits achetés localement, et 33 pour cent de plus que les produits achetés dans des pays tiers (transactions triangulaires) (OCDE, 2005). Le coût des transferts monétaires est généralement chiffré à environ 50 pour cent de celui des produits alimentaires importés (Oxfam, 2005a).

Les coûts de l'aide alimentaire sont souvent poussés à la hausse par l'urgence de l'action requise pour faire face à des situations humanitaires désespérées (Webb, 2003b). À n'en pas douter, des ressources pourraient être épargnées si les interventions étaient mieux planifiées au préalable, mais cela n'est pas toujours possible étant donné la nature imprévisible d'une situation d'urgence et/ou l'architecture de l'aide (Harvey, 2005 ; voir le paragraphe 4).

Il existe également des cas où le transfert monétaire semble plus économique que l'aide en nature au cours de la *phase de conception* mais s'avère en fait plus coûteux au cours de la *phase d'exécution*. Par exemple, une évaluation récente des programmes de transfert monétaire en Zambie a montré qu'en raison de la hausse considérable du *kwacha* et des coûts non monétaires élevés du projet, lesquels représentaient plus de 30 pour cent de la valeur de l'argent distribué, le transfert monétaire était une formule moins économique que l'aide alimentaire achetée localement (Harvey et Marongwe, 2006). Des constatations similaires sur l'inadéquation des transferts monétaires ont été faites au Malawi (Savage et Umar, 2006).

Les comparaisons de coûts devraient porter non seulement sur le transport, mais également sur d'autres postes, dont bon nombre sont spécifiques aux transferts monétaires. D'après Basu (1996, p. 92):

"...considérer le coût de transport de l'aide alimentaire par les organismes gouvernementaux comme une caractéristique négative des programmes de secours alimentaires, par opposition aux aides monétaires [...] n'est pas un argument convaincant car ce n'est pas comme si le coût de transport de l'aide monétaire était nul. Les produits alimentaires qui entrent dans une région à la suite d'une aide monétaire sont apportés par de petits organismes et des négociants privés, ce qui rend les coûts de transport moins visibles certes que lorsque la *Food Corporation* de l'Inde envoie des camions de nourriture dans une région en déficit alimentaire, mais cela ne signifie pas qu'ils sont inexistantes".

D'autres aspects sont également difficiles à exprimer en termes monétaires. Par exemple, on dit que fournir de l'argent est un signe de confiance et de responsabilisation. On affirme aussi que l'aide alimentaire fournit une protection spéciale durant les situations d'urgence, en partie en raison de la présence des organismes d'aide en général et des Nations Unies (PAM) en particulier, qui se chargent de sa livraison. Il est important, lorsqu'on établit des comparaisons, de ne

pas oublier: i) que le contexte est important: par exemple, il serait méthodologiquement incorrect de comparer un programme de transferts monétaires au Mexique avec un programme d'aide alimentaire dans le nord de l'Éthiopie; ii) que l'analyse comparative n'est possible que lorsqu'un certain seuil est atteint (du point de vue des conditions en place); et iii) que les coûts devraient toujours être interprétés par rapport aux objectifs définis du programme.

3.4 Capacité administrative

Cette section présente les principaux mécanismes et moyens requis pour mettre en œuvre des transferts monétaires, à partir de l'expérience de divers pays.

Les préoccupations ayant trait à la sécurité et à la corruption sont des raisons importantes qui incitent à la prudence avant d'opter pour les transferts d'argent. Les risques liés à la sécurité incluent à la fois les dangers que représentent le transport et la distribution de fonds pour le personnel de l'organisme d'aide, et la possibilité que les bénéficiaires se voient voler l'argent dès qu'il leur a été distribué. Les préoccupations liées à la corruption tiennent essentiellement au fait que l'argent risque davantage d'être détourné que les produits alimentaires en raison de sa grande fongibilité et de son attrait, ainsi qu'à la présence d'intérêts puissants dans les zones ciblées (Harvey, Slater et Farrington, 2005).

Toute forme de transfert de ressources est difficile, et certains auteurs font valoir qu'il est nécessaire d'examiner de plus près la tendance qui consiste à supposer que l'argent est a priori plus susceptible d'être volé ou détourné (Harvey, 2005). L'argument principal qui sous-tend cette hypothèse est que l'argent est à la

fois aisément transportable et n'est pas nécessairement aussi visible que des distributions de produits alimentaires de grande envergure.

Fournir aux bénéficiaires des informations précises sur l'importance de la prestation à laquelle ils ont droit contribue à la transparence du processus (Devereux *et al.*, 2005). Des protections doivent être mises en place pour s'assurer que l'argent est distribué aux bonnes personnes. En Zambie, les bénéficiaires du programme monétaire expérimental de Kalomo doivent signer des chèques, alors qu'en Namibie et au Mozambique, leur empreinte digitale est utilisée. L'Afrique du Sud a introduit l'identification biométrique pour accompagner les retraits des distributeurs d'argent (DFID, 2005; Schubert, 2005).

L'un des arguments avancés par les défenseurs des prestations monétaires est que, compte tenu des frais fixes potentiellement plus faibles qu'implique la distribution d'argent, des ressources plus importantes pourraient être allouées au suivi et à la comptabilité. Les projets de grande envergure seraient peut-être plus difficiles à suivre de très près (que les projets de taille relativement modeste examinés ici) et pourraient comporter un risque plus important de détournement. Un programme de prestations monétaires ciblant des populations handicapées victimes de la guerre dans 14 villes du Mozambique a dû être clos en 1996 après avoir rencontré de graves problèmes de corruption et de fraude, qui ont été attribués en partie à l'insuffisance du suivi résultant des tentatives de maintenir les frais généraux au plus bas (Harvey, 2005; Devereux, 2002; Datt *et al.*, 1997).

Les projets monétaires existants laissent à penser qu'il est possible de trouver des moyens de fournir et de distribuer de l'argent dans des conditions relativement

Tableau 1. Exemples récents de programmes de transfert monétaire

Acteur	Pays	Références
CARE	Indonésie	Chuzu et Viola (2006)
GTZ	Zambie	Schubert (2005)
Oxfam	Afghanistan, Bangladesh, Kenya, Ouganda, Haïti, Malawi, Zambie	Creti et Jaspars (2006), Harvey et Savage (2006), Oxfam (2005b)
Save the Children	Éthiopie	Adams et Kebede (2005)
SDC	Mongolie, Balkans, Pays de la CEI	Rauch et Scheuer (2003)
UNICEF	Malawi	Schubert (2006a,b,c,d)
PAM	Sri Lanka, Malawi, Géorgie	PAM (2006a)
Gouvernement	Amérique latine et Amérique centrale, Afrique du Sud	Lindert <i>et al.</i> (2006), Rawlings (2005), Devereux <i>et al.</i> (2005)

sûres, même dans le contexte de situations d'urgence. Il convient de relever que certains organismes donateurs ont acquis des compétences remarquables en matière de mise en œuvre des transferts monétaires et de partage des connaissances sur les meilleures pratiques à cet égard.

Il est à noter, par exemple, que la Société suisse de développement (SDC) œuvre dans les Balkans, en Europe orientale et dans la région du Caucase (Rauch et Scheuer, 2003). L'enseignement le plus marquant de cette expérience est peut-être la nécessité d'utiliser de manière créative les mécanismes financiers existants pour pouvoir livrer l'argent en toute sécurité. Par exemple, en Afghanistan et en Somalie, il a été possible de distribuer de l'argent en utilisant le système local du *hawala* (transfert monétaire) dont se servent les travailleurs expatriés pour leurs envois de fonds (Ali, Toure et Kiewied, 2005).

En Éthiopie, Save the Children a contracté une assurance contre le risque de perte pour le transport d'argent vers les projets mis en œuvre dans des zones dépourvues de banques (Jaspars, 2006). À Bam, en Iran, le gouvernement a simplement ouvert des comptes bancaires pour tous les bénéficiaires dans le but d'y transférer l'argent directement (IFRC/RCS, 2006). Dans le district de Kalomo, en Zambie, l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) a ouvert des comptes en banque pour ceux qui vivent à proximité de la ville locale, et pour ceux qui vivent à plus de 15 kilomètres de là, des points de paiement ont été mis en place dans les écoles et les centres de santé (Schubert, 2005). Dans d'autres contextes, le système postal local peut-être un atout, comme l'a montré l'Agence suisse pour le développement et la coopération en utilisant le circuit bancaire de la poste en République d'Ingouchie.

En Inde, Farrington *et al.* (2003) ont conclu qu'il fallait plus largement utiliser les banques rurales existantes et les bureaux de poste pour payer les pensions. Au Brésil, ce sont les agents de la loterie qui distribuent les versements de la *Bolsa Familia*. En Namibie, la faible densité de population en milieu rural a conduit à opter pour des convois de véhicules équipés de distributeurs d'argent et protégés par des agents de sécurité armés (Harvey, 2005). On commence aussi à voir apparaître de nouveaux systèmes de distribution utilisant les technologies de pointe, notamment au Bangladesh et en Colombie (Ahmed, 2005; Lafaurie et Velasquez Leiva, 2004).

L'argent peut être fourni de diverses façons, en particulier par le canal du système bancaire ou des sociétés de transferts de fonds, ou même directement

(Aheeyar, 2006; Ahmed, 2005; Creti et Jaspars, 2006; PAM 2006a).

Le versement direct sur des comptes bancaires présente l'avantage d'être sûr, outre qu'il permet aux bénéficiaires de se familiariser avec le système bancaire et leur donne les moyens de retirer de l'argent quand cela leur convient. Les comptes bancaires peuvent également servir à promouvoir l'épargne. Ils sont souvent plus sûrs tant pour les bénéficiaires, qui n'ont plus à garder de liquidités chez eux, que pour le personnel des projets, qui n'est plus obligé de manipuler directement les espèces. Le système des comptes bancaires diminue considérablement la charge de travail du personnel et garantit la documentation et la preuve des paiements. On peut demander aux banques de fournir des services mobiles, ce qui réduit le risque de corruption et de fuite (dans la mesure où les banques sont habituellement considérées comme dignes de confiance), et elles sont en outre assurées pour leurs transferts de fonds. Les inconvénients sont que les banques ont généralement besoin de plusieurs jours pour préparer les décaissements et ne peuvent pas toujours faire preuve de souplesse quant aux dates des distributions.

Dans les cas où il n'existe pas de système bancaire officiel, certains organismes de secours ont imaginé de nouveaux moyens pour distribuer l'argent. Ces solutions reposent sur les systèmes locaux traditionnels et nécessitent une bonne connaissance du contexte local. Dans le Somaliland, l'argent a été distribué par le biais des sociétés locales de transfert de fonds, celles dont se servent généralement les travailleurs expatriés pour envoyer de l'argent chez eux, qui ont prélevé une commission de 5 pour cent et accepté la responsabilité de toute perte éventuelle. En Haïti, Oxfam-Grande-Bretagne a utilisé les boutiques locales pour verser tous les 15 jours des dons en espèces et des salaires. En Afghanistan, *Mercy Corps* s'est appuyé sur le système "bancaire" local (*hawala*) pour transférer les sommes relativement importantes requises pour payer les salaires sur le terrain. Les trésoriers de l'ONG ont ainsi remis les liquidités aux chefs de groupe qui ont ensuite payé les travailleurs individuels, les ingénieurs du projet de *Mercy Corps* assurant la supervision de l'opération (Jaspars, 2006).

S'il n'est pas possible d'utiliser les banques locales ou les sociétés de transfert de fonds, ou si ce moyen ne semble pas la formule la plus adaptée, il peut alors être nécessaire d'effectuer les paiements directement. Plusieurs aspects des versements doivent alors être planifiés à l'avance. Des contrôleurs du personnel, ainsi que des commissions responsables des secours là où c'est nécessaire, sont chargés de superviser

l'identification et de vérifier les papiers des bénéficiaires au cours des distributions, d'assurer la médiation et de résoudre les conflits éventuels entre les membres de la collectivité ainsi que de faciliter la coordination avec cette dernière. À la fin des décaissements, un témoin choisi dans la population locale doit signer le relevé des paiements pour certifier que les versements ont bien été effectués (Creti et Jaspars, 2006).

Avant de se lancer dans un programme de transferts monétaires, des mesures appropriées d'évaluation et de renforcement des capacités devront être prises. Par exemple, un manque généralisé de moyens administratifs, une pénurie et une rotation importante du personnel ont considérablement compromis la distribution en temps voulu de l'argent transféré dans le cadre du programme de filets de sécurité productifs en Éthiopie. Jusqu'à une date récente, le choix du transfert monétaire ou du transfert alimentaire dans le cadre de ce programme reposait sur un classement des *woredas* (districts administratifs) en fonction de leur capacité (faible, moyenne et élevée), sans tenir compte de considérations d'ordre commercial: les *woredas* ayant une capacité moyenne ou élevée recevaient une aide monétaire, alors que les autres ne pouvaient recevoir qu'une aide alimentaire (Anderson, 2005). Cette méthode limitait la possibilité de passer aisément d'un instrument à un autre en fonction des conditions du marché. Or, une étude de la Banque mondiale a montré que si l'adéquation du salaire monétaire varie d'une saison et d'une région à l'autre, les augmentations à long terme des prix des céréales entraînent quant à elles une érosion du pouvoir d'achat général (Alderman, Rajkumar et Wiseman, 2006). Depuis la modification récente des orientations du programme, les *woredas* peuvent désormais choisir le type de transfert en fonction des conditions du marché. À la fin de 2006, le rapport transferts monétaires/transferts alimentaires était de l'ordre de 50-50, plusieurs *woredas* étant passés de l'aide monétaire à l'aide alimentaire et vice versa (WFP, 2006a).

Une capacité d'exécution limitée sur le terrain représente souvent une grosse difficulté, quelle que soit la formule choisie. D'après la GTZ (2005, p. 13):

"...le renforcement des capacités est un processus qui requiert un engagement substantiel et beaucoup de temps, et qui devrait être organisé étape par étape, en commençant par des activités pilotes que l'on reproduit progressivement à plus grande échelle. L'exécution hâtive à l'échelle de tout le pays de programmes sociaux de transferts monétaires dans les pays [les moins avancés] dotés de faibles structures administratives peut

entraîner des résultats médiocres. Une telle situation peut à son tour se répercuter de façon négative sur l'appui politique et la pérennité financière de ces programmes."

La volonté politique et de bonnes capacités administratives comptent au nombre des ingrédients essentiels du succès des programmes de transferts monétaires en Amérique latine, par exemple, *Progres/Oportunidades* au Mexique, le programme d'allocations familiales au Honduras ou *Red de Protección Social* au Nicaragua. Ces programmes sont fortement institutionnalisés et financés localement par l'impôt, et fixent certaines conditions à la fourniture de l'aide financière, par exemple la fréquentation des dispensaires et des écoles et la participation à différentes activités. Des évaluations récentes ont montré leurs répercussions positives sur la santé, la nutrition et l'éducation (de la Brière et Rawlings, 2006; Lindert, Skoufias et Shapiro, 2006; Morley et Coady, 2003).

Les transferts augmentant généralement la demande de certains biens et services, il importe d'assurer une qualité appropriée du côté de l'offre, par exemple des infrastructures physiques (écoles et dispensaires), du personnel, etc. Ces aspects de l'offre influent considérablement sur l'exécution des programmes, en particulier dans le cas des programmes de transferts conditionnels (Heinrich, 2007; Schubert et Slater, 2006).

La plupart des études quantitatives sur les transferts monétaires portent sur les transferts conditionnels, notamment celles de la Banque mondiale, dont les recherches récentes sur la question concernaient presque exclusivement les transferts monétaires conditionnels en Amérique latine (de Janvry *et al.*, 2006a, 2006b; Lindert, Skoufias et Shapiro, 2006; Schady et Araujo, 2006; Das, Quy-Toan et Ozler, 2005; Rawlings, 2005; Sandolet *et al.*, 2004). La plupart des programmes visés par ces études sont financés par les pays et présentent de solides atouts du côté de l'offre. La prudence s'impose donc lorsqu'on se demande dans quelle mesure les enseignements tirés de ces contextes particuliers sont applicables ailleurs. Pour le moment, en effet, l'expérience des transferts monétaires dans des zones rurales marginalisées où sévit une insécurité alimentaire chronique et où les risques sont plus grands est très limitée: elle se résume à quelques activités pilotes pour la plupart de petite envergure, financées par les donateurs et sans les moyens nécessaires pour appréhender les effets à plus long terme des transferts monétaires. Le passage à plus grande échelle, en particulier, pose des problèmes considérables.

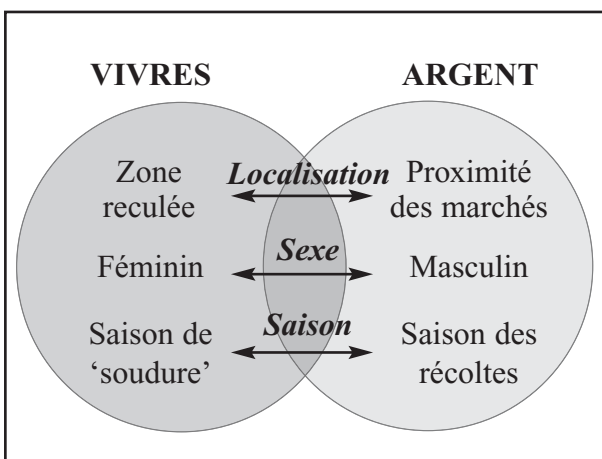
C'est pourquoi d'autres solutions commencent à voir le jour, notamment la "transposition" des activités dans des zones différentes (c'est-à-dire leur "élargissement"), jusqu'au stade où les projets sont représentatifs à l'échelle nationale ou atteignent une masse critique (Devereux, 2006). Bien qu'il lui reste à faire ses preuves empiriquement, la transposition pourrait résoudre la question de savoir à quel rythme l'argent doit être injecté dans des projets de plus grande envergure; certains sont favorables à une introduction progressive des transferts monétaires, parallèlement au renforcement des capacités. La transposition semble permettre une meilleure adaptation au contexte local que la reproduction à plus grande échelle.

Ces considérations ne devraient pas être perçues comme des obstacles aux transferts monétaires mais plutôt comme une incitation à promouvoir une approche plus pragmatique de leur conception et de leur utilisation en tant qu'outil. Les transferts monétaires sont particulièrement à même de compléter l'aide alimentaire en nature, de la renforcer ou de la remplacer, selon le cas.

3.5 Préférences des bénéficiaires

Les préférences des bénéficiaires pour le transfert monétaire ou l'aide en nature sont trop spécifiques au contexte pour pouvoir faire l'objet d'une généralisation. Il existe de très nombreux exemples de bénéficiaires indiquant clairement leur préférence pour l'une ou l'autre de ces options. Il est toutefois évident que les préférences de la population peuvent se ventiler par zone géographique, par période et par sexe (voir la figure 6).

Figure 6. Préférences des bénéficiaires



Ceux qui vivent dans des zones reculées, loin des principaux marchés, préfèrent généralement les

transferts alimentaires, tandis que la proximité des marchés rend plus facile l'utilisation de l'argent pour acheter les produits souhaités (Devereux, 2006). Compte tenu des usages culturels concernant la gestion des ressources financières au sein du ménage, il est plus probable que les femmes préféreront les transferts alimentaires (Devereux, 2002). Les transferts monétaires seraient plus adaptés (et entraîneraient le maximum d'avantages) au moment des récoltes et juste avant; inversement, l'aide en nature a la préférence des ménages durant la période où les réserves de céréales ont été consommées ou vendues, et où il devient nécessaire de s'approvisionner sur le marché (Adams et Kebede, 2005). Ces facteurs donnent une bonne raison de considérer que le transfert monétaire et l'aide en nature sont en fait complémentaires et se renforcent mutuellement (Balzer et Gentilini, 2006; Concern Worldwide 2006a; Devereux, Mvula et Solomon, 2006).

Le contexte socioculturel rural influe également de façon importante sur les préférences des populations. Par exemple, certains des ménages les plus pauvres interrogés en Géorgie rurale préfèrent les transferts directs de denrées alimentaires en raison de la sécurité psychologique que représente le transfert d'une aide "tangibile" immédiate (Gentilini, Herfurth et Scheuer, 2006). Il n'existe cependant pas de règles immuables en la matière. La population d'une région très isolée de l'Éthiopie préférerait en général un transfert monétaire à une aide en nature¹² (Webb et Kumar, 1995). Toujours en Éthiopie, Gebre-Selassie et Beshah (2003) ont constaté que l'une des raisons le plus fréquemment avancées pour expliquer la préférence pour l'aide en nature était "la force d'aller d'un marché à l'autre"; dans le cas des transferts monétaires, les personnes interrogées mentionnaient souvent "les avantages des variations de prix d'un marché à l'autre" (p. 41). Les préférences étaient donc influencées par la possibilité qu'avaient les gens de prendre certaines initiatives. Les préférences des bénéficiaires varient au fil du temps et selon le lieu, et il importe que les programmes tiennent compte de cette diversité.

Une autre question qui se pose est celle de savoir si les populations bénéficiaires se partagent l'argent reçu de la même manière qu'elles se partagent souvent l'aide alimentaire (Harvey et Savage, 2006). Sur ce point, cependant, les éléments de réponse sont encore très fragmentaires, et des recherches empiriques plus systématiques s'imposent. Il faudrait notamment s'intéresser de plus près aux comportements anthropologiques face aux transferts monétaires et à l'aide alimentaire, en particulier en milieu rural.

4. LES NOUVELLES STRATÉGIES DE PROTECTION SOCIALE

L'intérêt pour la protection sociale augmente, pour deux types de raisons. Premièrement, si la quasi-totalité des pays en développement disposent déjà d'un système complexe de programmes sociaux, les mesures adoptées varient considérablement du point de vue de la durée, de l'ampleur et des publics visés. Diverses études ont souligné qu'un "effet systémique" pourrait être obtenu moyennant un travail de rationalisation, de mise en relation et de coordination des programmes existants sur le terrain, dans le cadre général de la protection sociale (Banque mondiale, 2006; PAM, 2006b; DFID, 2005), l'idée étant que l'effet systémique serait plus marqué que la somme des effets particuliers.

Deuxièmement, les programmes de protection sociale devraient être mieux coordonnés et mis en œuvre sur une période de plusieurs années, en particulier dans les cas où les besoins sont prévisibles. Il s'agit là d'une étape considérée comme cruciale pour éviter de retomber dans le "piège des secours" (à savoir celui d'une action à court terme qui n'entraîne que des résultats sur le court terme) et aborder les causes plus structurelles de la vulnérabilité. Dans plusieurs pays, une nouvelle génération de stratégies nationales de protection sociale commence à ressembler à des systèmes rudimentaires de sécurité sociale (IDS, 2006; PNUD, 2006).

Ce que l'on entend aujourd'hui par "protection sociale" est un concept plus large que ce que l'on entendait par "filets de sécurité" dans les années 90. Ces derniers étaient souvent perçus comme des politiques coûteuses qui ne contribuaient guère à la sécurité alimentaire et à la croissance dans la durée (Devereux, 2003). S'il est vrai qu'il y a toujours des arbitrages à faire, la dichotomie entre les objectifs d'équité et d'efficacité semble moins nette en réalité qu'elle n'est perçue dans la plupart des cas (Ravallion, 2003).

La "protection sociale" englobe désormais à la fois les transferts conçus comme un filet de sécurité pour faire face aux chocs (y compris l'aide alimentaire) et les instruments permettant de lutter contre la vulnérabilité *avant* que ne surviennent les chocs (par exemple les assurances contre les aléas climatiques ou les variations de prix) (Brown et Gentilini, 2006; Slater et Dana, 2006; Holzmann et Jorgensen, 2000). La protection sociale a également des objectifs en termes de bien-être, par exemple la fourniture de prestations sociales et d'une aide aux handicapés, aux malades chroniques et aux orphelins, indépendamment des chocs qui peuvent survenir (Schubert et Huijbregts, 2006).

Certains donateurs plaident avec force en faveur de la protection sociale. Par exemple, le Ministère britannique du développement international (DFID) est fermement résolu à "accroître sensiblement les dépenses de protection sociale dans au moins dix pays d'Afrique et d'Asie d'ici 2009... [et en Afrique] à doubler d'ici 2009, en le portant à 16 millions, le nombre de personnes qui ne reçoivent plus de secours d'urgence mais bénéficient maintenant de programmes de protection sociale à long terme" (DFID, 2006, p. 60).

La conception des programmes de protection sociale devrait suivre une série d'étapes: analyse institutionnelle, évaluation des besoins et des marchés, et conception détaillée des mesures, y compris le choix du type de transfert (Devereux, 2006). Quelle que soit l'option retenue, il est important que les transferts soient prévisibles, garantis et qu'ils s'inscrivent dans une stratégie globale et cohérente de protection sociale. Un document publié par le PAM examine de façon plus détaillée les liens entre le choix du type de transfert et d'autres aspects de la protection sociale (PAM, 2006b).

De nouvelles recherches quantitatives sont nécessaires, mais il semble que les programmes prospectifs pluriannuels donnent lieu à des approches de l'aide davantage axées sur le développement (Alderman et Haque, 2006; Hess et Syroka 2005; Haddad et Frankenberger, 2003). D'après Harvey, "le fait que l'appui aux programmes de protection sociale dans les régions en développement apparaisse de plus en plus souvent parmi les priorités du développement offre la possibilité d'ouvrir une nouvelle voie dans le débat sur les interactions entre secours et aide au développement" (2006, p. 276). La protection sociale peut offrir un cadre propice à des transitions plus harmonieuses entre secours et développement, le cas échéant.

Concevoir et exécuter des transferts monétaires et alimentaires dans le cadre de la protection sociale peut présenter l'avantage de pouvoir élaborer et combiner des solutions en fonction du contexte, sans perdre de vue l'ensemble du système. C'est ce qu'illustrent diverses expériences nouvelles, par exemple la stratégie de protection sociale au Bangladesh, le programme d'investissements publics dans la protection sociale et les moyens de subsistance en Afghanistan, la politique de protection sociale au Malawi et le programme de filets de sécurité productifs en Éthiopie (Banque mondiale, 2006; PAM, 2006a; Anderson, 2005).

5. CONCLUSIONS ET VOIE À SUIVRE

Le présent document a énoncé les facteurs principaux qui sous-tendent le choix des transferts monétaires et des transferts en nature. L'une des conclusions essentielles à laquelle on est arrivé est qu'il n'est pas possible de déterminer à l'avance lequel des deux types de transfert sera le plus approprié. On sait en revanche que les objectifs du programme, l'analyse économique, l'évaluation des marchés, les besoins de capacité et les préférences des bénéficiaires sont des termes importants de l'équation à résoudre; et que l'association des transferts monétaires et des transferts en nature devrait être plus largement envisagée, en particulier dans le cadre d'un programme national de protection sociale.

Pendant que l'expérience s'accumule en matière de conception et d'exécution de programmes de transferts monétaires, y compris dans les situations d'urgence, les données empiriques se multiplient elles aussi pour montrer le rôle important que peuvent jouer les transferts monétaires en dehors des situations d'urgence. On s'abstiendra cependant de toute généralisation sur la question. À propos des transferts monétaires, Harvey (2005) nous met en garde contre la nouvelle "doctrine évangélique". Et de l'avis de Barrett (2006), "ce n'est pas parce que les éléments tendant à démontrer les effets dissuasifs de l'aide alimentaire sont quelque peu anecdotiques, que ces effets sont inexistantes".

Un certain nombre de facteurs empêchent de tirer des conclusions définitives quant aux programmes de transferts monétaires actuellement déployés, notamment pour des raisons se rapportant à la solidité des preuves, à l'optique des opérations de secours et à d'éventuels aspects "non techniques". Ces facteurs sont résumés ci-après.

› *Solidité des preuves.* Les études disponibles n'ont pas encore atteint une "masse critique" dont on pourrait tirer des enseignements fiables. Les transferts monétaires sont de plus en plus nombreux mais restent marginaux par rapport à l'ampleur des opérations d'aide alimentaire et de l'expérience acquise en la matière. À l'exception de quelques exemples (notamment le projet pilote de transferts monétaires du PAM au Sri Lanka), les transferts monétaires ont fait l'objet d'une auto-évaluation et non d'une analyse quantitative sérieuse, avec des données de référence sur les ménages, des enquêtes de suivi et de solides données de panel permettant d'analyser les

marchés. Selon une évaluation récente des programmes de transferts monétaires d'Oxfam en Zambie et au Malawi, par exemple, "... aucun de ces programmes de pays ne permettait de répondre avec certitude à la question cruciale de savoir à quel prix et où la population achetait de quoi se nourrir " (Harvey et Savage, 2006, p. 6).

- › *Optique à court terme.* La plupart des transferts monétaires sont mis en œuvre à titre expérimental, c'est-à-dire par définition pour de courtes durées. Cela limite les changements de comportement possibles (de la part des ménages et des négociants), et il est donc difficile dans ces circonstances de détecter d'éventuels effets multiplicateurs dans l'économie et de chercher à promouvoir des objectifs nutritionnels à long terme.
- › *Reproduction à plus grande échelle.* Il y a peut-être un décalage entre les données disponibles, la capacité d'exécution et la mise en place d'une politique. À l'heure actuelle, la pression est de plus en plus forte pour que les petits projets de transferts monétaires soient reproduits à plus grande échelle, notamment au niveau national. Certains acteurs ont commencé à préconiser des changements d'orientation importants dans le cadre de stratégies de protection sociale à plus long terme. Mais l'insuffisance des capacités sur le terrain constitue souvent un obstacle considérable qui empêche le passage à plus grande échelle. C'est pourquoi il faut évaluer les capacités avec soin et les renforcer avant de se lancer dans toute tentative de transfert monétaire de grande envergure.

Sans perdre de vue ces facteurs, notre examen théorique et pratique des transferts monétaires et alimentaires nous amène à dégager quatre conclusions préliminaires.

- › *Passer de l'option "argent ou vivres" à l'option "argent et vivres".* La grande diversité des objectifs des programmes, des conditions du marché et des niveaux de capacité dans la plupart des pays semble indiquer que les transferts monétaires et les transferts alimentaires peuvent être des solutions non pas concurrentes mais bel et bien complémentaires. La dynamique des marchés et les facteurs à plus long terme, tels que les capacités institutionnelles, évoluent au fil du temps. La composition d'un transfert et l'équilibre

entre aide financière et aide alimentaire devraient être assez souples pour pouvoir être ajustés en fonction des circonstances. Si l'on en juge par les différentes situations dans lesquelles les apports d'argent ou de vivres contribuent très efficacement à promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les possibilités d'associer les transferts monétaires et alimentaires comme des outils qui se complètent au lieu de s'exclure mutuellement semblent aussi considérables qu'inexplorées.

- › *Les transferts en tant que composantes de stratégies plus vastes de protection sociale.* Les transferts monétaires et alimentaires ne sont que des instruments, et non des stratégies en tant que telles. Ces instruments devraient faire partie intégrante de stratégies de protection sociale cohérentes, comme le montre actuellement le programme de filets de sécurité productifs en Éthiopie. La reproduction à plus grande échelle, le renforcement des capacités, les stratégies de retrait, le financement pluriannuel et l'institutionnalisation sont autant de questions étroitement liées à la conception de stratégies de protection sociale sur le long terme.
- › *Une dichotomie dépassée: aide alimentaire dans les situations d'urgence, aide financière pour les activités de développement.* Les transferts d'argent et de vivres peuvent être efficaces tant dans les situations d'urgence que dans le contexte d'activités de développement. Toutefois, l'apport de fonds peut ne pas être adapté juste après une situation d'urgence. Des recherches plus approfondies sont nécessaires pour mieux comprendre le potentiel des transferts monétaires dans divers types de situations d'urgence (démarrage lent/rapide; catastrophe naturelle/complexes). Par ailleurs, sous réserve que les solutions soient adaptées aux cas d'espèce, et sans exclure le rôle que peuvent jouer les transferts alimentaires, il peut être plus utile pour aller dans le sens des stratégies de protection sociale à plus long terme d'appliquer le "principe de l'argent d'abord", lorsque les conditions le permettent.
- › *Questions transversales.* Les transferts monétaires et alimentaires font appel à tout un ensemble de processus communs: évaluation appropriée des besoins, surveillance des marchés, mécanismes de préparation aux situations d'urgence, dispositifs d'intervention, etc. Certaines caractéristiques des programmes, comme le fait d'y attacher des conditions

(obligation de se présenter à un centre de santé, par exemple) et les modalités du ciblage peuvent également être considérées comme des questions transversales.

Pour être fructueux et objectif, le débat sur les transferts monétaires et les transferts alimentaires doit être fondé sur des politiques qui permettent de s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Les transferts sont une composante essentielle de ces politiques mais ne sauraient les remplacer. Une approche pragmatique est nécessaire pour mieux comprendre les facteurs qui engendrent la vulnérabilité *dans un contexte donné*, choisir les options les plus adaptées, s'assurer que les conditions d'une mise en œuvre et d'un suivi efficaces et efficaces sont en place, et inscrire ces programmes dans le cadre de stratégies plus vastes de développement et de protection sociale.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdulai A., Barrett C. and J. Hoddinott. 2005. "Does Food Aid Really Have Disincentive Effects? New Evidence from Markets and Households in Sub-Saharan Africa". *World Development* 33(10) (p. 1689-1704).
- Adams L. and E. Kebede. 2005. "Breaking the Poverty Cycle: A Case Study of Cash Interventions in Ethiopia". ODI, *HPG Background Paper*. London.
- Aheeyar M. 2006. "Cash Delivery Mechanisms in Tsunami-Affected Districts of Sri Lanka". ODI, *HPG Background Paper*. London.
- Ahmed A. 2005. "Comparing Food and Cash Incentives for Schooling in Bangladesh". IFPRI. Washington D.C.
- Ahmed A. 1993. "Food Consumption and Nutritional Effects of Targeted Food Interventions in Bangladesh". IFPRI, *Bangladesh Food Policy Project Manuscript* N 31. Washington D.C.
- Ahmed A. and Y. Shams, 1994. "Nutritional Effects of Cash Versus Commodity-Based Public Works Programs". IFPRI, *Bangladesh Food Policy Project Manuscript* N 63. Washington D.C.
- Ahmed S. 2005. "Delivery Mechanisms of Cash Transfer Programs to the Poor in Bangladesh". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* N 0520. Washington D.C.
- Alderman H. 2002. "Subsidies as Social Safety Nets: Effectiveness and Challenges". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* N 0224. Washington D.C.
- Alderman H. 1986. "The Effect of Food Price and Income Changes on the Acquisition of Food by Low-Income Households". IFPRI. Washington D.C.
- Alderman, H and T. Haque, 2006. "Countercyclical Safety Nets for the Poor and Vulnerable". *Food Policy* 31(4) (p.372-383).
- Alderman H., Rajkumar A. and W. Wiseman. 2006. "Ethiopia Productive Safety Net Programme: Wage Rate Purchasing Power Study". World Bank. Washington D.C.
- Ali D., Toure F. and T. Kiewied. 2005. "Cash Relief in a Contested Area. Lessons From Somalia". ODI, *Humanitarian Practice Network Paper* N 50. London.
- Anderson S. 2005. "Productive Safety Net Programme: Lessons Learned from the First Year of Implementation. Streamlining Key Procedures with a Focus on Woreda Level". Food Economy Group. Addis Ababa.
- Balzer N. and U. Gentilini. 2006. "WFP and Cash Transfers in Malawi: Issues, Options and Way Forward". WFP. Lilongwe and Rome. Mimeo.
- Barrett C. 2006. "Food Aid As Part of a Coherent Strategy to Advance Food Security Objectives". FAO, *ESA Working Paper* 06/09. Rome.
- Barrett C. 2002. "Food Security and Food Assistance Programs". In Gardner B. and G. Rausser (eds.) *Handbook of Agricultural Economics*. Amsterdam.
- Barrett C. and D. Maxwell. 2005. "Food Aid after Fifty Years: Recasting Its Role". Routledge. London.
- Barrientos A. and J. De Jong 2004. "Reducing Child Poverty with Cash Transfers: A Sure Thing?". *Development Policy Review* 24(5) (p.537-552).
- Basu K. 1996. "Relief Programs: When It May Be Better to Give Food Instead of Cash". *World Development* 24(1) (p.91-96).
- Bigman D. 1985. "Food Policies and Food Security Under Instability. Modeling and Analysis". Lexington Books. Toronto.
- Blackorby C. and D. Donaldson. 1988. "Cash versus Kind, Self-Selection, and Efficient Transfers". *American Economic Review* 78(4) (p.691-700).
- Bouis H. and L. Haddad. 1990. "Effects of Agricultural Commercialization on Land Tenure, Household Resource Allocation, and Nutrition in the Philippines". IFPRI. Washington D.C.
- Brown L. and U. Gentilini. 2006. "On the Edge: The Role of Food-Based Safety Nets in Managing Food Insecurity". UNU/WIDER, *Research Paper* No.111. Helsinki.
- Case A. and A. Deaton. 1998. "A Large Cash Transfers to the Elderly in South Africa". *Economic Journal* 108(450) (p.1330-61).
- Castaneda T. 2000. "The Design, Implementation and Impact of Food Stamps Programs in Developing Countries". World Bank, *Nutrition Toolkit* No.6, Washington D.C.
- CGD (Centre for Global Development). 2005. "Can Food Aid Be a More Effective Development Tool?". Conference Proceedings. Institute for International Economics. Washington D.C.
- Chabot P. and P. Dorosh. 2007. "Wheat Markets, Food Aid and Food Security in Afghanistan". *Food Policy*, forthcoming.

- Chuzu P. and M. Viola. 2006. "Market-Based Food Assistance Pilot Project: Report of Final Evaluation". CARE International. Indonesia.
- Coady D., Grosh M., and J. Hoddinott. 2004. "The Targeting of Transfers in Developing Countries: Review of Experience and Lessons". World Bank and IFPRI. Washington D.C.
- Coate S. 1989. "Cash versus Direct Food Relief". *Journal of Development Economics* 30(2) (p.199-224).
- Concern Universal. 2006. "Lessons from a Direct Welfare Transfer Intervention: A Pilot Project by Concern Universal in Malawi". Lilongwe.
- Concern Worldwide. 2006a. "Malawi Food and Cash Transfer (FACT) Project. Tracing of Project Evolution, Planning and Implementation – December 2005 to April 2006". Lilongwe.
- Concern Worldwide. 2006b. "Dowa Emergency Cash Transfer (DECT) Project, Dowa District, Malawi – Project Proposal". Lilongwe.
- Concern Worldwide and Oxfam. 2006. "Social Cash Transfers: Learning for Social Protection – Forum Briefing and Output Paper". Lilongwe.
- Creti P. and S. Jaspars. 2006. "Cash Transfer Programming in Emergencies". (Eds.). Oxfam. Oxford.
- Das J., Quy-Toan D. and B. Ozler. 2005. "Reassessing Conditional Cash Transfer Programs". *World Bank Research Observer* 20(1) (p.57-80).
- Datt G., Payongayong E., Garrett J. and M. Ruel. 1997. "The GAVPU Cash Transfer Program in Mozambique: An Assessment". IFPRI, *Food Consumption and Nutrition Discussion Paper* No.36. Washington D.C.
- de Janvry A., Finan F., Sadoulet E. and R. Vakis. 2006a. "Can Conditional Cash Transfer Programs Serve as Safety Nets in Keeping Children at School and From Working When Exposed to Shocks?". *Journal of Development Economics* 79(2) (p.349-373).
- de Janvry A., Sadoulet E., Solomon P. and R. Vakis. 2006b. "Uninsured Risk and Asset Protection: Can Conditional Cash Transfer Programs Serve as Safety Nets?". *World Bank, Social Protection Discussion Paper* No.0604. Washington D.C.
- de la Brière B. and L. Rawlings. 2006. "Examining Conditional Cash Transfer Programs: A Role for Increased Social Inclusion?". *World Bank, Social Protection Discussion Paper* No. 0603. Washington D.C.
- De Waal A. 1991. "Emergency Food Security in Western Sudan: What Is It For?". In S. Maxwell (ed.) "To Cure All Hunger: Food Policy and Food Security in Sudan". Intermediated Technology Publications. London.
- Deaton A. 1992. "Understanding Consumption". Oxford University Press.
- Del Ninno C. and P. Dorosh. 2002. "In-Kind Transfers and Household Food Consumption: Implications for Targeted Food Programs in Bangladesh". IFPRI, *Food Consumption and Nutrition Discussion Paper* No.134. Washington D.C.
- Del Ninno C., Dorosh P. and K. Subbarao. 2005. "Food Aid and Food Security in the Short and Long Run: Country Experience from Asia and Sub-Saharan Africa". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No.0538. Washington D.C.
- Dercon S. and P. Krishnan. 2004. "Food Aid and Informal Insurance". In S. Dercon (ed.) "Insurance Against Poverty". Oxford University Press.
- Devereux S. 2006. "Cash Transfers and Social Protection". Paper prepared for the SARPN-RHVP-Oxfam workshop on "Cash Transfer Activities in Southern Africa". Johannesburg.
- Devereux S. 2003. "Policy Options for Increasing the Contribution of Social Protection to Food Security". IDS. Brighton.
- Devereux S. 2002. "Social Protection for the Poor: Lessons from Recent International Experience". IDS, *Working Paper* No.142. Brighton.
- Devereux S. 1988. "Entitlements, Availability and Famine". *Food Policy* 13(3) (p.270-282).
- Devereux S. and R. Sabates-Wheeler. 2004. "Transformative Social Protection". IDS, *Working Paper* No.232. Brighton.
- Devereux S., Mvula P. and C. Solomon. 2006. "After the FACT: An Evaluation of Concern Worldwide's Food and Cash Transfers Project in Three Districts of Malawi, 2006". IDS. Brighton.
- Devereux S., Marshall J., MacAskil J. and L. Pelham. 2005. "Making Cash Count: Lessons from Cash Transfer Schemes in East and Southern Africa for Supporting the Most Vulnerable Children and Households". Save the Children UK, HelpAge International and IDS. London and Brighton.
- Donovan C., McGlinchy, Staaz J. and D. Tschirley. 2005 "Desk Review: Emergency Needs Assessment and the Impact of Food Aid on Local Markets". WFP, ODAN. Rome.
- Dorosh P., Del Ninno C. and Q. Shahabuddin. 2004. "The 1998 Floods and Beyond: Towards Comprehensive Food Security in Bangladesh". (Eds.).

IFPRI and University Press. Dhaka.

DFID (Department for International Development of the UK). 2006. "Eliminating World Poverty: Making Governance Work for the Poor". London.

DFID. 2005. "Social Transfers and Chronic Poverty: Emerging Evidence and Challenges Ahead". *Practice Paper*. London.

Dreze J. and A. Sen. 1989. "Hunger and Public Action". Oxford Clarendon Press.

Edirisinghe N. 2005. "Anticipating the Effects, Comparative Advantages and Limits of Proposed Cash Transfers in Lieu of Food in Sri Lanka's Tsunami-related Emergency". WFP, ODAN. Rome.

Edirisinghe N. 1998. "The Food Factor". WFP. Background paper for "Time for Change: Food Aid and Development Consultation". Rome.

Ehrenpreis D. 2006. "Social Protection: the Role of Cash Transfers". (Ed.). UNDP, International Poverty Centre. Brasilia.

Faminow M. 1995. "Issues in Valuing Food Aid: the Cash or In-Kind Controversy". *Food Policy* 20(1) (p.3-10).

Farrington J. and R. Slater. 2006. "Introduction: Cash Transfers: Panacea for Poverty Reduction or Money Down the Drain". *Development Policy Review* 24(5) (p.499-512).

Farrington J., Harvey P. and R. Slater. 2005. "Cash Transfers in the Context of Pro-Poor Growth". Paper prepared for the OECD/DAC. Paris.

Farrington J., Saxena N., Barton T. and R. Nayak. 2003. "Post offices, Pension and Computers: New Opportunities for Combining Growth and Social Protection in Weakly-Integrated Rural Areas?". ODI, *Natural Resource Perspectives* No.87. London.

Fraker T. 1990. "The Effects of Food Stamps on Food Consumption: A Review of the Literature". USDA. Washington D.C.

Fraker T., Martini A. and J. Ohls. 1995. "The Effects of Food Stamps Cashout on Food Expenditures: An Assessment of the Findings from Four Demonstrations". *Journal of Human Resources* 30(4) (p.622-649).

Gebre-Selassie S. and T. Beshah. 2003. "Evaluation of Cash for Relief Project in South and North Wollo Zones of the Amhara National Regional State, Ethiopia". Ethiopian Economic Policy Research Institute. Addis Ababa.

Gelan A. 2006. "Cash or Food Aid? A General

Equilibrium Analysis for Ethiopia". *Development Policy Review* 24(5) (p.601-624).

Gentilini U., Herfurth W. and H. Scheuer. 2006. "Evaluation of the WFP Combined Cash and Food-for-Work Programme in Georgia – Synthesis of Key Findings". SDC and WFP. Tbilisi. Mimeo.

Gentilini U. 2005. "Mainstreaming Safety Nets in the Social Protection Policy Agenda: A New Vision or the Same Old Perspective?". FAO, *Journal of Agricultural and Development Economics* 2(2) (p.133-157).

Getahun H., Lambein F., Vanhoorne M. and P. Van der Stuyft. 2003. "Food Aid Cereals to Reduce Neurothyrimism Related to Grass-Pea Preparations During Famine". *The Lancet* 362 (p.1808-1810).

Gilligan D. and J. Hoddinott. 2004 "The Impact of Food Aid on Consumption and Asset Levels in Rural Ethiopia". IFPRI, Washington D.C.

Glewwe P. and P. Olinto. 2005 "Evaluating the Impact of Conditional Cash transfers on Schooling: An Experimental Analysis of Honduras PRAF Program". IFPRI. Washington, D.C.

Government of Zambia (GoZ), DFID, USAID and WFP. 2005. "Real-Time Self-Evaluation of the Response to the Food Crisis in Zambia 2005-2006". Lusaka.

GTZ (German Ministry for Economic Development and Cooperation). 2005. "Social Cash Transfers: Reaching the Poorest. A Contribution to the International Debate Based on Experience in Zambia". Bonn.

Guluma Y. 2004. "Cash for Work Projects: a Case Study in the Democratic Republic of Congo". Save the Children UK. London.

Haddad L. and T. Frankenberger. 2003. "Integrating Relief and Development to Accelerate Reductions in Food Insecurity in Shock-Prone Areas". USAID, *Occasional Paper* No.2. Washington D.C.

Haddad L., Alderman H. and J. Hoddinott. 1997. "Intrahousehold Resource Allocation in Developing Countries. Models, Methods, and Policy". (Eds.) IFPRI. John Hopkins University Press.

Handa S. and B. Davis. 2006. "The Experience of Conditional Cash Transfers in Latin America and Caribbean". *Development Policy Review* 24(5) (p.513-536).

Harvey P. 2006. "Editorial: Mini Special Issue on Cash Transfers". *Disasters* 30(3) (p.273?276).

Harvey P. 2005. "Cash and Vouchers in Emergencies". ODI, *HPG Discussion Paper*. London.

- Harvey P. and K. Savage. 2006. "No Small Change. Oxfam GB Malawi and Zambia Emergency Cash Transfer Projects: a Synthesis of Key Learning". ODI. London.
- Harvey P. and N. Marongwe. 2006. "Independent Evaluation of Oxfam GB Zambia's Emergency Cash-Transfer Programme". ODI. London.
- Harvey P., Slater R. and J. Farrington .2005. "Cash Transfers: Mere 'Gadaffi Syndrome' or Serious Potential for Rural Rehabilitation and Development?". ODI, *Natural Resource Perspectives* No.97. London.
- Heinrich C. 2007. "Demand and Supply-Side Determinants of Conditional Cash Transfer Program Effectiveness". *World Development* 35(1) (p.121-143).
- Hess, U. and J. Syroka. 2005. "Weather-Based Insurance in Southern Africa: The Case of Malawi". World Bank, *ARD Discussion Paper* No. 13. Washington D.C.
- Hoddinott J., Cohen M. and M. Soledad Bos. 2004. "Re-Defining the Role of Food Aid". IFPRI. Washington D.C.
- Hoffman C. 2005. "Cash Transfer Programmes in Afghanistan: A Desk Review of Current Policy and Practice". ODI, *HPG Background Paper*. London.
- Holzmann R and S. Jorgensen. 2000. "Social Risk Management: A New Conceptual Framework for Social Protection and Beyond". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No. 0006. Washington D.C.
- IDS (Institute of Development Studies). 2006. "Looking at Social Protection through a Livelihoods Lens". *In Focus* Issue 01. Brighton.
- IFRC/RCS. 2006. "Cash and Vouchers Seminar Proceedings". Geneva.
- Jaspars S. 2006. "From Food Crisis to Fair Trade. Livelihoods Analysis, Protection and Support in Emergencies". (Ed.). Oxfam/ENN, *Special Supplement Series* No.3. Oxford.
- Kakwani N., Veras Soares F. and H. Son. 2005. "Conditional Cash Transfers in African Countries". UNDP, International Poverty Centre *Working Paper* No. 9. Brasilia.
- Lafaurie M.T. and Velasquez Leiva C. 2004. "Transferring Cash Benefits Through the Banking Sector in Colombia". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No. 0409. Washington D.C.
- Levine S. and C. Chastre. 2004. "Missing the Point: An Analysis of Food Security Interventions in the Great Lakes". ODI, *Humanitarian Practice Network Paper* No.47. London.
- Levinsohn J. and M. McMillan. 2005. "Does Food Aid Harm the Poor? Household Evidence from Ethiopia". National Bureau of Economic Research, *Working Paper* No.11048. Cambridge.
- Lindert K., Skoufias E. and J. Shapiro. 2006. "Redistributing Income to the Poor and the Rich: Public Transfers in Latin America and the Caribbean". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No 0605. Washington D.C.
- Low J., Garrett J. and V. Ginja. 1999. "Can Cash Transfers Programs Work in Resource-Poor Countries? The Experience of Mozambique". IFPRI, *Food Consumption and Nutrition Discussion Paper* No. 74. Washington D.C.
- Maluccio J. and R. Flores. 2005. "Impact Evaluation of the Pilot Phase of the Nicaraguan Red de Protección Social". IFPRI, *Research Report* No.141. Washington, D.C.
- Mattinen H and K. Ogden. 2006. "Cash-based Interventions: Lessons from Southern Somalia". *Disasters* 30(3) (p.297-315).
- McMillan J. 2002. "Reinventing the Bazaar. A Natural History of Markets". Norton and Company. New York.
- Migotto M., Davis B., Carletto G. and K. Beegle. 2006. "Measuring Food Security Using Respondents' Perception of Food Adequacy". UNU/WIDER, *Research Paper* No.88. Helsinki.
- Morley S. and D. Coady. 2003. "From Social Assistance to Social Development: Targeted Education Subsidies in Developing Countries". Center for Global Development and IFPRI. Washington D.C.
- Mwale B. 2006. "The Effects, Comparative Advantages and Limits of Cash Transfers in Lieu of Food Transfers in Districts Worst Hit by Food Insecurity in Malawi: A Case Study for Nsanje and Chikwawa Districts". WFP. Lilongwe.
- ODI (Overseas Development Institute). 2006. "Tsunami Cash Learning Project Experience-Sharing Workshop in Chennai, India: Workshop Report". London.
- OECD. 2005. "The Development Effectiveness of Food Aid: Does Tying Matter?". DAC. Paris.
- Omamo S.W. and J. Farrington. 2004. "Policy Research and African Agriculture: Time for a Dose of Realty?". ODI, *Natural Resource Perspectives* N.90. London.
- Owens T., Hoddinott J. and B. Kinsey. 2003. "Ex-Ante Actions and Ex-Post Public Responses to Drought

- Shocks: Evidence and Simulations from Zimbabwe". *World Development* 31(7) (p.1239-1255).
- Oxfam. 2005a. "Food Aid or Hidden Dumping? Separating Wheat from Chaff". *International Briefing Paper* No.71. Oxford.
- Oxfam. 2005b. "Oxfam GB's Experience with Cash for Work. Summaries of Evaluations in Bangladesh, Uganda, Kenya, Afghanistan and Haiti". Oxford.
- Peppiat D., Mitchell J. and P. Holzmann. 2001. "Cash Transfers in Emergencies: Evaluating Benefits and Assessing Risks". ODI, *Humanitarian Practice Network Paper* No.35. London.
- Pingali P. and Y. Khwaya.2004. "Globalisation of Indian Diets and the Transformation of Food Supply Systems". FAO, *ESA Working Paper* No.04-05. Rome.
- Pinstrup-Andersen P. 1988. "Food Subsidies in Developing Countries. Costs, Benefits and Policy Options". (Ed.). John Hopkins University Press.
- Quisumbing A. 2003. "Food Aid and Child Nutrition in Rural Ethiopia". *World Development* 31(7) (p.1309-1324).
- Rami H. 2002. "Food Aid Is Not Development". United Nations Emergency Unit for Ethiopia (UN-EUE). Addis Ababa.
- Rauch E. and H. Scheuer. 2003. "Cash Workbook". SDC. Bern.
- Ravallion M. 2003. "Targeted Transfers in Poor Countries: Revisiting the Trade-Offs and Policy Options". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No.0314. Washington D.C.
- Ravallion. M. 1996. "Famines and Economics". World Bank, *Policy Research Working Paper* No.1693. Washington D.C.
- Rawlings L. 2005 and G. Rubio. "Evaluating the Impact of Conditional Cash Transfer Programs". *World Bank Research Observer* 20(1) (p.29-55).
- Rawlings L. 2005. "A New Approach to Social Assistance: Latin America's Experience with Conditional Cash Transfer Programs". *International Social Security Review* 58(2-3) (p.133-161).
- Reed B. and J-P. Habicht. 1998. "Sales of Food Aid As Sign of Distress, Not Excess". *The Lancet* 351 (p.128-130).
- Reutlinger S. 1999. "From 'Food Aid' to 'Aid for Food': into the 21st Century". *Food Policy* 24(1) (p.7-15).
- RHVP (Regional Hunger and Vulnerability Programme). 2006. "Focus on Cash Transfers". Wahenga News, Issue 3 (October). Johannesburg.
- Rogers B. and J. Coates. 2002. "Food-Based Safety Nets and Related Programs". Tufts University, *Food Policy and Applied Nutrition Discussion Paper* No.12. Medford.
- Sadoulet E. and A. de Janvry. 2004. "Making Conditional Cash Transfers More Efficient". University of California, *CUDARE Working Paper* No.989. Berkeley.
- Sadoulet E., Finan F., de Janvry A. and R. Vakis. 2004. "Can Conditional Cash Transfer Programs Improve Social Risk Management? Lessons for Education and Child Labor Outcomes". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No.0420. Washington D.C.
- SALDRU (Southern Africa Labor and Development Research Unit). 2005. "Public Works in the Context of HIV/AIDS. Innovations in Public Works for Reaching the Most Vulnerable Children and Households in East and Southern Africa". University of Cape Town, South Africa.
- Samson M., van Niekerk I. and K. Mac Quene. 2006. "Designing and Implementing Social Transfers Programmes". Economic Policy Research Institute. Cape Town.
- Schady N. and M. Araujo. 2006. "Cash Transfers, Conditions, School Enrolment, and Child Work: Evidence from a Randomized Experiment in Ecuador". World Bank. Washington D.C.
- Schubert B. 2006a. "Manual of Operations for the Mchinji Pilot Social Cash Transfer Scheme". UNICEF. Lilongwe.
- Schubert B. 2006b. "Designing a Social Cash Transfers Scheme for Malawi – Second Report". UNICEF. Lilongwe.
- Schubert B. 2006c. "Designing a Social Cash Transfers Scheme for Malawi – Third and Final Report". UNICEF. Lilongwe.
- Schubert B. 2006d. "Guidelines for Internal Monitoring of the Mchinji Pilot Social Cash Transfer Scheme". UNICEF. Lilongwe.
- Schubert B. 2005. "The Pilot Social Cash Transfer Scheme in the Kalomo District, Zambia". CPRC, *Working Paper* No.52. Manchester.
- Schubert B. and M. Huijbrechts. 2006. "The Malawi Social Cash Transfer Pilot Scheme: Preliminary Lessons Learned". Paper prepared for the conference on *Social Protection Initiatives for Children, Women and Families: An Analysis of Recent Experiences* (New York, October 2006). UNICEF. New York.
- Schubert B. and R. Slater. 2006. "Social Cash Transfers In Low-Income African Countries: Conditional or Unconditional?". *Development Policy Review* 24(5) (p.571-578).

- Schulthes J. 2000. "Is There a Future for WFP as a Development Agency? Or Does Food Aid Still Have a Comparative Advantage?". In E. Clay and O. Stokke (eds.) "Food Aid and Human Security". London.
- SDC (Swiss Development Cooperation Agency) and IFRC/RCS. 2005. "Joint External Review on In-Kind and Cash Distribution Projects in 2003 in Zavkhan Aimag, Mongolia". Bern and Geneva.
- Sen A. 1985. "Commodities and Capabilities". In P. Hennipman (ed.) *Lectures in Economics*. North Holland.
- Sen A. 1981. "Poverty and Famines. An Essay on Entitlements and Deprivation". Oxford University Press.
- Senauer B. and N. Young. 1986. "The Impact of Food Stamps on Food Expenditures: Rejection of the Traditional Model". *American Journal of Agricultural Economics* 68(1) (p.37-43).
- Sesnan B. 2004. "The Case for Cash: Goma after the Nyiragongo Eruption". ODI, *Humanitarian Exchange* 28. London.
- Sharma M. 2006. "An Assessment of the Effects of the Cash Transfer Pilot Project on Household Consumption Patterns in Tsunami Affected Areas of Sri Lanka". IFPRI. Washington D.C.
- Sharma M. 2005. "The Impact of Food Aid on Consumption and Asset Levels in Rural Malawi". IFPRI, Washington D.C.
- Shepherd A. 2004. "General Review of Current Social Protection Policies and Programmes". Paper prepared for DFID. London.
- Skoufias E. 2005. "PROGRESA and Its Impacts on the Welfare of Rural Households in Mexico". IFPRI, *Research Report* No. 139. Washington D.C.
- Slater R. and J. Dana. 2006. "Tackling Vulnerability to Hunger in Malawi Through Market-based Options Contracts: Implications for Humanitarian Agencies". *Humanitarian Exchange* 33 (p.13-17).
- Smith W. and K. Subbarao. 2003. "What Role for Safety Net Transfers in Very Low Income Countries?". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No 0301. Washington D.C.
- Southworth H. 1945. "The Economics of Public Measures to Subsidize Food Consumption". *Journal of Farm Economics* 27 (p.28-36).
- Stifel D. and H. Alderman. 2006. "The 'Glass of Milk' Subsidy Program and Malnutrition in Peru". *World Bank Economic Review* 20(3) (p.421-448).
- Stites E., Young H., Titus S. and P. Walker. 2005. "Non-Food Responses to Food Insecurity in Emergencies". WFP, ODAN. Rome.
- Subbarao K. 2003. "Systemic Shocks and Social Protection: Role and Effectiveness of Public Works Programs". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No.0302. Washington D.C.
- Tabor S. 2002a. "Assisting the Poor with Cash: Design and Implementation of Social Transfers Programs". World Bank, *Social Protection Discussion Paper* No.0223. Washington D.C.
- Tabor S. 2002b. "Direct Cash Transfers". World Bank, *Social Safety Nets Primer Series*. Washington D.C.
- TANGO International. 2004. "Development Relief". Conference report. Washington D.C.
- Tchachua L. 2006. "Step by Step Implementation Guide for Unconditional Cash Transfer Programming". WFP and Oxfam. Colombo.
- Thaler R. 1990. "Anomalies: Saving, Fungibility, and Mental Accounts". *Journal of Economic Perspectives* 4(1) (p.193-205).
- Thurow L. 1974. "Cash versus In-Kind Transfers". *American Economic Review* 64 (p.190-195).
- Tobin J. 1970. "On Limiting the Domain of Inequality." *Journal of Law and Economics* 13 (p.263-277).
- UNICEF. 2005. "Innovations in Social Protection in Eastern and Southern Africa: Reaching the Most Vulnerable Children in the Context of HIV and AIDS". New York.
- von Braun J. 2003. "Defining the Role of Food Aid: Berlin Statement". International Workshop on Food Aid: Contributions and Risks to Sustainable Food Security. Berlin.
- von Braun J., Teklu T. and P. Webb. 1999. "Famine in Africa: Causes, Responses and Prevention". IFPRI. John Hopkins University Press.
- Watkins B. 2003. "Market Analysis and Emergency Needs Assessment: A Review of the Issues". WFP, ODAN. Rome.
- Webb P. 2003a. "Food as Aid: Trends, Needs and Challenges in the 21th Century". WFP, *Occasional Paper* No.14. Rome.
- Webb P. 2003b. "The Under-Resourcing of Rights: Empty Stomachs and Other Abuses of Humanity". *New England Journal of International and Comparative Law* 9(1) (p.135-157).
- Webb P. and B. Rogers. 2003. "Addressing the 'In' in Food Insecurity". USAID, *Occasional Paper* No.1. Washington D.C.

Webb, P. and S. Kumar. 1995. "Cash and Food for Work in Ethiopia: Experiences During Famine and Macroeconomic Reform". In J. von Braun (ed) *Employment for Poverty Reduction and Food Security*. IFPRI. Washington D.C.

WFP. 2006a. "Cash in Emergencies and Transition: Technical Meeting Report". ODAN and PDPS. Rome.

WFP. 2006b. "Social Protection Primer". PDPS. Rome. Forthcoming.

WFP. 2005. "Emergency Food Security Assessment Handbook". ODAN. Rome.

WFP. 2004. "Food for Nutrition: Mainstreaming Nutrition in WFP". EB.A/2004/5-A. Rome.

World Bank. 2006. "Malawi Poverty and Vulnerability Assessment. Investing in Our Future". (June Draft). Lilongwe and Washington D.C.

Yamano T, Alderman H. and L. Christiaensen. 2005. "Child Growth, Shocks and Food Aid in Rural Ethiopia". *American Journal of Agricultural Economics* 87(2) (p.273-288).

RESSOURCES DIVERSES SUR LES TRANSFERTS MONÉTAIRES

Sites Web sur les transferts monétaires

- CPRC – Chronic Poverty Research Centre:
<http://www.chronicpoverty.org/>
- DFID: <http://www.dfid.gov.uk/>
- FAO, ESA Division: <http://www.fao.org/es/esa/>
- GTZ: <http://www.gtz.de/en/index.htm>
- IDS, Vulnerability and Poverty Reduction Team:
<http://www.ids.ac.uk/ids/pvty/index.html>
- IFPRI, Food Consumption and Nutrition Division:
<http://www.ifpri.org/divs/fcnd.htm>
- IFRC: <http://www.ifrc.org/>
- ILO, Social Protection:
<http://www.ilo.org/public/english/support/publ/bookssp.htm>
- OECD/DAC, Network on Poverty Reduction:
http://www.oecd.org/about/0,2337,en_2649_34621_1_1_1_1_1,00.html
- Oxfam:
<http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?isbn=0855985631>
- SC-UK:
<http://www.savethechildren.org.uk/scuk/jsp/newhome.jsp?flash=true>
- ODI, HPG-Humanitarian Policy Group:
www.odi.org.uk/hpg/Cash_vouchers.html
- SDC: <http://www.sdc.admin.ch/>
- SARPAN – Southern Africa Regional Poverty Network: <http://www.sarpan.org.za/>
- UNDP, International Poverty Centre:
<http://www.undp-povertycentre.org/>
- UNHCR: <http://www.unhcr.org/cgi-bin/texis/vtx/home>
- USAID, Poverty Frontiers:
<http://www.povertyfrontiers.org/>
- USDA, Economic Research Service:
<http://www.ers.usda.gov/>
- World Bank, Social Protection Sector:
www.worldbank.org/sp

Programmes nationaux de transferts monétaires

- Bolsa Família (Brazil):
www.mds.gov.br/bolsafamilia
- Chile Solidario (Chile): www.chilesolidario.gov.cl
- Programa Puente (Chile): www.programapuente.cl
- Familias en Acción (Colombia)
http://www.accionsocial.gov.co/Programas/Familias_Accion/index_Familias_Accion.htm
- Food Stamps Program (United States):
<http://www.ers.usda.gov/Browse/FoodNutritionAssistance/FoodStampProgram.htm>
- Bono de Desarrollo Humano (Ecuador)
<http://www.pps.gov.ec/>
- Program for Advancement through Health and Education (PATH) (Jamaica)
http://www.npep.org.jm/Project_Description/project_description.html
- Oportunidades (formerly Progresá) (Mexico):
www.oportunidades.gob.mx
- Red de Protección Social (Nicaragua)
<http://www.mifamilia.gob.ni/web/index.asp?idPgW=44&idSbM=36&idPpW=93>
- Kalomo District pilot (Zambia):
<http://www.socialcashtransfers-zambia.org/>

Conférences sur les transferts monétaires (2005-2006)

- “Regional workshop on cash transfer activities in southern Africa” (Oxfam-SARPAN-RVHP, Johannesburg, October 2006)
- “Technical meeting on cash transfers in emergencies and transitions” (WFP, Addis Ababa October 2006)
- “Cash transfers - launch and discussion of the joint special issues of Development Policy Review and Disasters” (ODI, London September 2006)
http://www.odi.org.uk/speeches/cash_transfers/index.html
- “Third international conditional cash transfers conference” (World Bank, Istanbul, June 2006)
<http://info.worldbank.org/etools/icct06/welcome.asp>



- “Tsunami cash learning project experience-sharing workshop” (ODI, Chennai, March 2006)
- “Cash and vouchers seminar” (IFRC/RCS, Geneva, May 2006)
- “Cash and emergency relief conference” (ODI, London, January 2006)
<http://www.odi.org.uk/hpg/cashconference.html>
- “Cash: a new currency for emergency interventions? Lessons from recent experience” (ODI, London, May 2005)
http://www.odi.org.uk/hpg/meetings/Cash_Meeting_Reports.pdf

CD

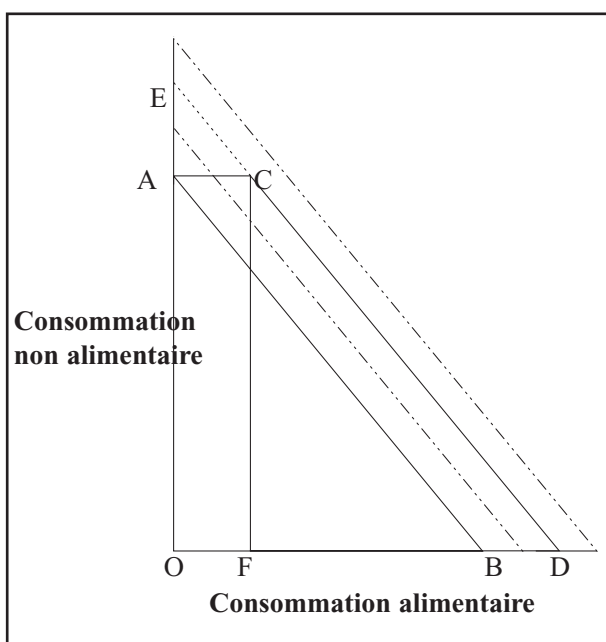
- “UNICEF Mchinji social cash transfer scheme, Malawi”
- “ODI Humanitarian Practice Network publications”
- “SDC cash e-book”
- “World Bank safety net: protecting the vulnerable”

DVD

- “SDC cash for drought victims in Moldova”
- “Third international CCT conference. Social risk mitigation project: conditional cash transfers informative videos”

Annexe

Cette illustration emprunte largement aux travaux de Sharma (2006). Prenons deux programmes différents, par exemple une distribution générale de produits alimentaires et un programme de transferts monétaires. D'après la théorie économique courante, bon nombre des effets du passage à un système basé sur l'argent dépendent de la question de savoir si la ration alimentaire fournie dans le cadre de la distribution générale est "inframarginale", c'est-à-dire si la consommation des ménages qui reçoivent l'argent était auparavant supérieure à la ration distribuée. C'est ce qu'explique la figure ci-après (Stifel et Alderman, 2003; Ahmed, 1993).



L'abscisse mesure la consommation alimentaire et l'ordonnée la consommation non alimentaire. La ligne continue AB représente l'ensemble des produits alimentaires et non alimentaires que le ménage achetait *avant* la distribution générale. La ration alimentaire fournie équivaut à la quantité OF de sorte que la nouvelle ligne du budget (la ligne indiquant l'ensemble des produits alimentaires et non alimentaires que le ménage peut désormais acheter) devient ACD. Si l'équivalent monétaire de la ration alimentaire était distribué sous forme d'argent liquide, la ligne du budget aurait été ECD. Par conséquent, le segment EC indique l'ensemble des produits alimentaires et non alimentaires qui auraient été à la disposition du ménage si on était passé à un système de transferts monétaires.

Toutefois, seuls ceux des ménages qui ont été en un certain sens "forcés" de consommer l'intégralité de la ration fournie dans le cadre de la distribution

générale réorienteraient leurs achats, après avoir reçu de l'argent, vers le segment EC. Ces ménages consommeraient au plus AC (voire moins, si la revente était autorisée ou facile). Mais un ménage dont la consommation se situe à un point quelconque du segment CD de la droite du budget après avoir reçu la ration générale, consomme davantage que cette ration, et montre par cette décision que le nouveau segment EC mis à sa disposition (rendu possible par le passage à des prestations monétaires) ne l'incitera pas à réorienter ses achats vers ce segment lorsqu'il recevra de l'argent à la place de denrées. (En effet, même dans le cadre du programme alimentaire, le ménage avait la possibilité de réduire sa consommation au niveau OF, mais a choisi de ne pas le faire.) Dans le cadre du programme monétaire, le ménage continuera de consommer le même assortiment de produits alimentaires et non alimentaires qu'auparavant.

La question cruciale est donc la suivante: dans quel segment de ECD se situaient la plupart des ménages recevant la ration générale? Les enquêtes de référence permettent d'y répondre. Par exemple, les données issues d'un transfert monétaire pilote du PAM à Sri Lanka montrent que, sauf pour le blé, la consommation de tous les autres produits alimentaires dépassait nettement le niveau de la ration (Sharma, 2006). Ce résultat laisse supposer que le passage de transferts alimentaires à des transferts monétaires ne devrait guère avoir de répercussions sur les dépenses des ménages, si tant est qu'il en ait, sauf dans le cas du blé. Si tel est bien le cas, il ne faut pas s'attendre à des différences statistiquement significatives dans la consommation des divers produits entre les ménages ayant reçu de l'argent et ceux ayant reçu des denrées (sauf dans le cas du blé). C'est en tout cas le résultat que prédit la théorie économique courante.



**DIVISION DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES ET DE L'APPUI AUX PROGRAMMES
SERVICE DE LA PROTECTION SOCIALE ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL
Via C. G. Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie**

www.wfp.org